JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI

PARAISSANT DEUX FOIS PAR MOIS

TARIF DES ABONNEMENTS		ABONNEMENTS		ANNONCES ET AVIS	
	1 an	6 mois	Les demandes d'abonnements et annonces doivent être adressées au Directeur de l'Imprimerie, à Koulouba.	à la ligne	75 francs
Etats de l'ex - A. O. F.	1.200 fr.	700 fr.	Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 50 francs.	Chaque annonce répétée	moitié prix
France	1.300 fr.	800 fr.	Les abonnements prendront effet à compter de la date d'arrivée de leur montant.	(Il n'est jamais compté moins de 400 francs pour les annonces)	
Etranger	1.400 fr.	900 fr.	Les abonnements et annonces sont payables d'avance	Les copies pour insertion doivent parvenir au plus tard les 5 et 20 de chaque mois pour paraître dans les J. O. des 15 et 1 ^{er} suivants.	
Prix au numéro de l'année courante et précédente	50 fr.			Aucune annonce commerciale ou à caractère commercial n'est acceptée	
Prix au numéro des années précédentes	60 fr.				
Par poste, majoration de 5 francs par numéro					

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Actes de la République du Mali

DECRETS - ARRETES - DECISIONS

Présidence

7 sept. 1965	118 P.G. — Décret portant désignation des membres du Collège des Censeurs de la Banque de la République du Mali	497
7 septembre	119 P.G. — Décret portant désignation des membres du Conseil des Banques, organe de direction de la Banque de la République du Mali	497
7 septembre	120 P.G. — Décret portant création d'un Comité national de Facilitation (FAL) en République du Mali	497
8 septembre	121 P.G.-R.M. — Décret portant abrogation du décret n° 063 P.G.-R.M. du 10 février 1961	498
8 septembre	122 P.G. — Décret portant nomination d'un directeur de cabinet au Ministère d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières	499
11 septembre	123. — Décret portant reconnaissance d'utilité publique de l'association dénommée Société nationale de la Croix-Rouge Malienne	499
14 septembre	124 P.G.-R.M. — Décret portant nomination du président-directeur général de la Société de Construction Radioélectrique du Mali (SOCORAM)	499

Ministère de l'Intérieur

7 sept. 1965	801 D.I.-3. — Arrêté portant approbation de quatre délibérations du conseil municipal de Mopti	499
--------------	--	-----

13 septembre	819 D.I.-3. — Arrêté portant approbation de la délibération n° 4 du 28 juin 1965 du conseil municipal de Sikasso	500
16 septembre	832 D.I.-2. — Arrêté portant autorisation d'exhumation et de transfert à Moscou (U.R.S.S.) des restes mortels de l'enfant Dima Fedorinov, décédé à Bamako	500
Ministère des Finances et du Commerce		
31 août 1965	785 bis C.D. — Arrêté ministériel rendant exécutoires divers rôles des Contributions directes et taxes assimilées	500
8 septembre	804 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Tiémoko Naffet Diarra, ex-agent technique de 1 ^{re} classe du cadre supérieur de la Santé	500
8 septembre	805 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Tiécoura Coulibaly, ex-instituteur ordinaire hors classe du cadre supérieur de l'Enseignement	500
8 septembre	806 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Sabou Yattara, ex-adjutant-chef du cadre local de la Police	500
8 septembre	807 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Birigui Guindo, ex-planton principal 1 ^{er} échelon du cadre municipal	501
8 septembre	808 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Tiécoura Diarra, ex-commis ordinaire 1 ^{er} échelon du cadre local des Postes et Télécommunications	501
8 septembre	809 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Mamadou Soumaré, ex-instituteur hors classe du cadre supérieur de l'Enseignement	501
8 septembre	810 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. N'Faly Sinaté, ex-adjutant du cadre local de la Police	501

17 septembre	833 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Issiaka Sanogo, ex-aide conducteur stagiaire du cadre supérieur de l'Agriculture	501	Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales	
17 septembre	834 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Daba Kéita, ex-commis expéditionnaire principal de 1 ^{re} classe du cadre local	501	15 sept. 1965	74 M.S.P.-A.S.-P. — Arrêté portant attribution d'une indemnité de risque
17 septembre	835 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Sidy Sissoko, ex-ouvrier principal de 1 ^{re} classe du cadre secondaire du Dakar-Niger	502	17 septembre	78 M.S.P.-A.S.-P. — Décision portant nomination des chargés de cours à l'Ecole Secondaire de la Santé
17 septembre	836 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Fama Cissoko, ex-commis ordinaire 1 ^{er} échelon du cadre local des Postes et Télécommunications	502		Ministère de l'Education nationale
17 septembre	837 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Tiémoko Ouattara, ex-ouvrier adjoint 2 ^e échelon du cadre local	502		Personnel
17 septembre	838 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Kali Diallo, ex-adjutant des Gardes frontières du cadre local des Douanes	502		Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail
17 septembre	839 C.R.M. — Arrêté portant concession de pension de réversion aux ayants cause de M. Birahim N'Diaye, ex-interprète ordinaire de 1 ^{re} classe du cadre local	503	8 sept. 1965	813 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-1. — Arrêté fixant la solde minimale des chefs d'arrondissement en service en République du Mali.
17 septembre	840 C.R.M. — Arrêté portant augmentation de taux de la majoration pour famille nombreuse attribuée à M. Fily Coulibaly, ex-commis principal de 4 ^e classe après 4 ans des Services administratifs et financiers	503	10 septembre	814 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5. — Arrêté portant ouverture d'un examen spécial
17 septembre	841 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'avantages familiaux à M. Soukalo Traoré, ex-contremaître principal de classe exceptionnelle des Travaux publics	503	10 septembre	815 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5. — Arrêté portant ouverture d'un examen spécial pour l'accès au cadre des Administrateurs civils au Mali
17 septembre	842 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'allocations pour enfants à M. Moustapha Maki Tall, ex-infirmier vétérinaire principal de 3 ^e échelon du cadre local	503		Gouverneur de région de Kayes
17 septembre	843 C.R.M. — Arrêté portant attribution d'avantages familiaux à M. Abdoulaye Sako, ex-maître ouvrier de 2 ^e classe du cadre supérieur du Chemin de fer du Mali	503		Personnel
29 septembre	885 F.2-B. — Arrêté allouant une pension de réversion à M ^{mes} Mata Sadié et Mama Kéita, veuves de M. Moussa Bakayoko, ex-brigadier-chef de 1 ^{re} classe de la Garde républicaine	503		Gouverneur de région de Bamako
29 septembre	886 F.2-B. — Arrêté allouant une pension de réversion à M ^{mes} Yado Kassogué et Yelem Dibo, veuves de M. Bologo Kanambaye, ex-adjutant-chef de la Garde républicaine	504	7 sept. 1965	409 C.G. — Arrêté créant dans les secteurs de la ville de Bamako des centres secondaires d'état civil (section mariage) ..
	Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie			Gouverneur de région de Ségou
13 sept. 1965	817 M.T.P.C.E. — Arrêté autorisant le Génie rural à exploiter une carrière située au flanc de la colline du Point G	504	16 sept. 1965	164 G.R.S.-CAB. — Arrêté approuvant les délibérations n ^{os} 1 et 2 C.M.E. du 24 août 1965 du conseil municipal de San
14 septembre	823. — Arrêté modifiant le tarif spécial PV n ^o 27 (location de grues)	505		Gouverneur de région de Mopti
			11 sept. 1965	481 C.M. — Décision érigeant en village autonome le hameau de culture de Dagodji, cercle de Niafunké
				Gouverneur de région de Gao
			10 sept. 1965	121 R.G.-P.E. — Décision portant approbation de la constitution de la coopérative de consommation du quartier Sagaria ..
			10 septembre	122 R.G.-P.E. — Décision portant approbation de la constitution de la coopérative de consommation du quartier Diambourou
			10 septembre	123 R.G.-P.E. — Décision portant approbation de la constitution de la coopérative de consommation du quartier Foghas ..
			10 septembre	125 R.G.-P.E. — Décision portant approbation de la constitution de la coopérative agricole des exploitants du périmètre aménagé de Diré
			17 septembre	132 R.G.-S.F. — Décision portant approbation des délibérations n ^{os} 1 M.C. et 2 M.C. du 14 septembre 1964 du conseil municipal de Gao
			17 septembre	133 R.G.-CAB.-S.F. — Décision portant approbation des diverses délibérations du conseil municipal de Gao
			17 septembre	134 R.G.-S.F. — Décision portant modification de diverses délibérations du conseil municipal de Gao en date du 3 décembre 1959
			17 septembre	135 R.G.-S.F. — Décision portant approbation des budgets pour les périodes du 1 ^{er} janvier au 30 juin 1964 et du 1 ^{er} juillet 1964 au 30 juin 1965 de la commune de Tombouctou

17 septembre 136 R.G.-S.F. — Décision allouant une subvention de cent mille (100.000) francs aux élèves de l'école saisonnière de Bamba 521

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 521

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

Présidence

N° 118 P.G. — DÉCRET portant désignation des membres du Collège des Censeurs de la Banque de la République du Mali.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la loi portant proclamation de la République du Mali;
Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu la loi n° 62-55 A.N.-R.M. du 30 juin 1962 portant création de la Banque de la République du Mali et les Statuts y annexés;
Vu le décret n° 61 P.G. du 14 mai 1964 portant formation du Gouvernement;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont désignés pour une période de 2 ans comme membres du Collège des Censeurs de la Banque de la République du Mali :

MM. Mamadou Diarra, commissaire politique;
Aly Cissé, président de la Section des Comptes de la Cour d'Etat;
Dotien Coulibaly, contrôleur d'Etat.

Art. 2. — La Banque de la République du Mali ne peut être soumise aux inspections, investigations, enquêtes ou tout autre contrôle de quelque nature que ce soit ordinairement effectués par des organes d'Etat chargés du contrôle des Sociétés et Entreprises d'Etat.

Art. 3. — Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République du Mali, et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 7 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.,
JEAN-MARIE KONE.

Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières,
Jean-Marie KONÉ.

N° 119 P.G. — DÉCRET portant désignation des membres du Conseil des Banques, organe de Direction de la Banque de la République du Mali.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la loi portant proclamation de la République du Mali;
Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la loi n° 62-55 A.N.-R.M. du 30 juin 1962 portant création de la Banque de la République du Mali et les Statuts y annexés;
Vu le décret n° 61 P.G. du 14 mai 1964 portant formation du Gouvernement;

Le Conseil des Ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Sont désignés, pour une période de deux ans, comme membres du Conseil des Banques au titre :

1° de l'Assemblée nationale

MM. Dossolo Traoré;
Alhousseini Touré,
députés.

2° du Ministère d'Etat chargé du Plan

M. Moulaye Koné, directeur de cabinet.

3° du Ministère des Finances et du Commerce

M. Tiégué Amadou Ouattara, directeur de cabinet.

4° du Ministère du Développement

M. Salif Sidibé, directeur de cabinet.

5° du Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Énergie

M. Henri Corenthin, secrétaire général aux Transports.

6° des Coopératives

M. Moussa Doucouré, directeur de l'O.P.A.M.

7° de l'U. N. T. M.

M. Demba Soumaré, membre du bureau de l'U.N.T.M.

Art. 2. — Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République du Mali et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 7 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.,
JEAN-MARIE KONE.

Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières,

Jean-Marie KONÉ.

N° 120 P.G.-R.M. — DÉCRET portant création d'un Comité national de Facilitation (FAL) en République du Mali.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la loi n° 61-50 A.N.-R.M. portant création d'un service de l'Aviation civile;

Vu la loi n° 62-12 A.N.-R.M. du 15 janvier 1962 promulguée par décret n° 11 P.G.-R.M. du 8 février 1962 relative à l'Aviation civile et commerciale;

Vu le décret n° 61 P.G. du 14 mai 1964 fixant la composition du Gouvernement;

Statuant en Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Il est créé au sein du Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie un Comité national de Facilitation (FAL).

Art. 2. — Le Comité national FAL est un organisme d'études, de liaisons et de coordination et est composé de douze membres.

Président :

Le Secrétaire Général aux Transports.

Membres :

Le Directeur du Service des Mines;
Le Directeur des Affaires économiques;
Le Directeur de l'Office du Tourisme;
Le Directeur de l'Intérieur;
Le Directeur du Service des Douanes;
Le Directeur des Services de Sécurité;
Le Directeur de la Santé publique;
Le Directeur de l'Aviation civile et commerciale;
Le Directeur de la Compagnie Air Mali;
Le Commandant de l'Aéroport de Bamako;
Le représentant de l'ASECNA au Mali.

Art. 3. — Le Comité national FAL se réunira au moins tous les trois mois, sur convocation de son Président.

Art. 4. — Le Comité national FAL est chargé :

a) d'étudier les problèmes nationaux et internationaux en matière de facilitation;

b) d'examiner les projets de règlements relatifs à l'exécution des opérations de contrôle aux aéroports et de veiller à leur application en conformité avec la réglementation internationale en vigueur;

c) d'assurer la coordination et la liaison entre les différents services intéressés.

Art. 5. — Le Comité national FAL peut confier à des sous-comités les problèmes FAL qui nécessitent une étude plus approfondie. Ces sous-comités seront composés de représentants de l'Administration publique dont relève le problème à étudier, de l'Administration de l'Aviation civile et commerciale et des Exploitants.

Art. 6. — La politique générale du Gouvernement en matière de Facilitation devra être conforme aux règles internationales précisées par les articles 22, 23 et 24 chapitre IV de la Convention de Chicago relative à l'Aviation civile internationale.

Art. 7. — Le Ministre des Travaux publics, des Communications et de l'Energie, le Ministre des Finances et du Commerce, le Ministre de la Santé publique et des Affaires sociales, le Ministre de l'Information et du Tourisme, le Ministre de l'Intérieur, le Secrétaire d'Etat à

la Défense et à la Sécurité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 7 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.

JEAN-MARIE KONE.

*Le Ministre des Travaux publics,
des Communications et de l'Energie,*

Mamadou Aw.

*Le Ministre de la Santé publique
et des Affaires sociales,*

Sominé DOLO.

*Le Ministre des Finances
et du Commerce p. i.,*

Sominé DOLO.

Le Ministre de l'Intérieur,

Baréma BOCOUM.

Le Ministre de l'Information

et du Tourisme,

M. GOLOGO.

*Le Secrétaire d'Etat à la Défense
et à la Sécurité,*

Mamadou DIAKITÉ.

N° 121 P.G.-R.M. — DÉCRET portant abrogation du décret n° 063 P.G.-R.M. du 10 février 1961.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la loi portant proclamation de la République du Mali;

Vu la Constitution de la République du Mali;

Vu le décret n° 61 P.G.-R.M. du 14 mai 1964 portant remaniement du Gouvernement de la République du Mali, modifié par le décret n° 149 P.G.-R.M. du 16 septembre 1964;

Vu le décret n° 063 P.G.-R.M. du 10 février 1961 portant nomination de membres de cabinet,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Le décret n° 063 P.G.-R.M. du 10 février 1961 portant nomination de M. Namory Keita comme directeur national du Travail est abrogé.

Art. 2. — Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Travail et le Ministre des Finances et du Commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet pour compter de sa date de signature et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 8 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.
MADEIRA KEITA.

*Le Secrétaire d'Etat
à la Fonction publique et au Travail,*

Oumar Baba DIARRA.

N° 122 P.G. — DÉCRET portant nomination d'un directeur de cabinet au Ministère d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la loi n° 59-55 A.L.-R.S. du 30 décembre 1959 fixant les avantages en nature et en espèces accordés aux Ministres et membres de cabinets ministériels;
Vu le décret n° 76 P.G. du 3 juin 1964 portant nomination de membres de cabinets ministériels;
Vu le décret n° 61 P.G. du 14 mai 1964 fixant la composition du Gouvernement;
Statuant en Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — M. Moulaye Koné, précédemment directeur des Impôts, est nommé directeur de cabinet du Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières, en remplacement de M. Djim Sylla, appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières, le Ministre des Finances et du Commerce, le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République du Mali et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 8 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.,
MADEIRA KEITA.

Le Ministre d'Etat chargé du Plan et de la Coordination des Affaires économiques et financières p. i.,

Madeira KÉITA.

Le Ministre des Finances et du Commerce,
Attaher MAIGA.

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Travail,

Oumar Baba DIARRA.

N° 123. — DÉCRET portant reconnaissance d'utilité publique à l'Association dénommée Société nationale de la Croix-Rouge Malienne.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu l'ordonnance n° 41 P.C.G. du 28 mars 1959 sur les associations;
Vu la demande en date du 23 août 1965 formulée par le Président de la Société nationale de la Croix-Rouge Malienne;
Statuant en Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — Est reconnue d'utilité publique l'Association dénommée Société nationale de la Croix-Rouge Malienne.

Art. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 13 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.,
JEAN-MARIE KONE.

Le Ministre de l'Intérieur,

Baréma BOCOUM.

N° 124 P.G.-R.M. — DÉCRET portant nomination du Président-Directeur Général de la Société de Constructions Radioélectriques du Mali (SOCORAM).

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU MALI,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la loi n° 62-5 du 15 janvier 1962 portant statut des Entreprises conventionnées au Mali;

Vu le protocole d'accord signé à Paris le 7 avril 1965 par les représentants de la Compagnie Générale de Télégraphie Sans Fil (C.S.F.) et de la République du Mali;

Vu le décret n° 82 P.G.-R.M. du 19 juillet 1965 portant nomination des administrateurs de la Société de Constructions Radioélectriques du Mali (SOCORAM);

Vu le procès-verbal de l'Assemblée générale constitutive de la Société de Constructions Radioélectriques du Mali (SOCORAM) en date du 22 juillet 1965;

Statuant en Conseil des Ministres,

DÉCRÈTE :

Article premier. — M. Richard Vital, ingénieur électronicien, est nommé président-directeur général de la Société de Constructions Radioélectriques du Mali (SOCORAM).

Art. 2. — Le Ministre de l'Information et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République du Mali et communiqué partout où besoin sera.

Koulouba, le 14 septembre 1965.

Le Président du Gouvernement p. i.,
MADEIRA KEITA.

Le Ministre de l'Information et du Tourisme,
M. GOLOGO.

Par décision en date du :

1^{er} septembre 1965. — M. Assane Sèye, conseiller à la Cour Suprême et conseiller technique au Ministère de la Justice, est nommé, provisoirement, cumulativement avec ses fonctions actuelles, secrétaire général de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux du Mali.

Ministère de l'Intérieur

801 D.I.-3. — Par arrêté en date du 7 septembre 1965, sont approuvées les délibérations ci-après du Conseil municipal de Mopti :

1° N° 6/64-65 constatant la démission de MM. Etienne Fernand et Bignat Henri;

2° N° 7/64-65 proclamant l'élection au Conseil municipal de Mopti de M. El Hadj Almamy Traoré, en remplacement de M. Etienne Fernand, démissionnaire;

3° N° 8/64-65 donnant accord du Conseil municipal pour le jumelage de Mopti avec les communes de Kumassi (République de Ghana) et Kaolack (République du Sénégal);

4° N° 9/64-65 modifiant la redevance communale sur le poisson sec ou fumé.

819 D.I.-3. — Par arrêté en date du 13 septembre 1965, est approuvée la délibération n° 4 du 28 juin 1965 du Conseil municipal de Sikasso portant :

1° Modification de l'appellation de certaines taxes municipales;

2° Modification des taux et mode de perception.

832 D.I.-2. — Par arrêté en date du 16 septembre 1965, sont autorisés l'exhumation et le transfert à Moscou (U.R.S.S.) des restes mortels de l'enfant Dima Fedorinov (1 an), décédé à Bamako le 15 septembre 1965.

Les dépenses résultant de ce transfert seront supportées par l'Ambassade de l'Union Soviétique.

Par arrêté en date du :

13 septembre 1965. — Le capitaine Diamoussa Diakité est nommé chef d'arrondissement de Tessalit (cercle de Kidal) en remplacement du capitaine Hamalla Kéita (régularisation).

Le présent arrêté aura son effet à compter du 29 juillet 1964.

Ministère des Finances et du Commerce

785 bis C.D. — Par arrêté en date du 31 août 1965, sont rendus exécutoires les rôles des Contributions directes et taxes assimilées concernant l'exercice 1965-1966 s'élevant au total à la somme de deux cent vingt et un millions sept cent quatre-vingt-six mille cinq cent quatre-vingts (221.786.580) francs.

La date de mise en recouvrement en est fixée au 15 septembre 1965.

804 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 15 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Tiémoko Naffet Diarra, ex-agent technique de 1^{re} classe du cadre supérieur de la Santé, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son enfant :

Assitan, née le 11 août 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 1.268 dont l'intéressé est déjà titulaire.

805 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes ci-après :

M^{mes} Niagnélé Coulibaly;

Nianan Coulibaly,

veuves de M. Tiécoura Coulibaly, ex-instituteur hors classe du cadre supérieur de l'Enseignement.

Le montant annuel en est fixé à 81.000 francs pour compter du 1^{er} juin 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1964.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-dessous dénommés :

Fily, né le 21 mai 1944;

Aminata, née le 16 avril 1946;

Mamadou, né le 23 juillet 1948;

Sidi Mohamed, né le 1^{er} octobre 1950;

Kadidia, née le 5 décembre 1952;

Moustapha, né le 11 octobre 1954;

Lamine, né le 2 février 1959;

Cheick Oumar, né le 24 novembre 1960,

une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 20.252 francs.

Les pensions allouées aux orphelins seront versées jusqu'à l'âge de 21 ans entre les mains de :

M^{me} Niagnélé Coulibaly, mère et tutrice légale en ce qui concerne Fily, Aminata, Mamadou, Sidi Mohamed et Kadidia.

M^{me} Nianan Coulibaly, mère et tutrice légale en ce qui concerne Moustapha, Lamine et Cheick Oumar.

806 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes ci-après :

M^{me} Néné Traoré;

M^{me} Sadio Yattara, née le 24 janvier 1961,

veuve et orpheline (succédant aux droits de sa mère) de M. Sabou Yattara, ex-adjutant-chef du cadre local de la Police.

Le montant annuel en est fixé à 30.512 francs pour compter du 1^{er} février 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1964.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-dessous dénommés :

Salimatou, née le 2 avril 1947;

Mamadou, né le 3 novembre 1952;

Modibo, né le 1^{er} avril 1953;

Fanta, née le 26 mai 1955;

Cheick Sadibou, né le 18 août 1957;

Sékou Salla, né le 11 mai 1959;

Cheick Ousmane Bella, né le 28 août 1960,

une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 8.720 francs.

Le total des pensions temporaires allouées aux orphelins pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M. Yacouba Traoré, tuteur désigné.

807 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à M^{me} Massé Diarra, veuve de M. Birigui Guindo, ex-planton principal 1^{er} échelon du cadre municipal.

Le montant annuel en est fixé à 7.112 francs, pour compter du 1^{er} mai 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1964.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-dessous dénommés :

Mariame, née le 20 juillet 1952;

Orokia, née le 13 janvier 1955;

Aminata, née le 10 octobre 1957;

Oumou, née le 20 février 1961,

une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 1.424 francs.

Le total des pensions temporaires allouées aux orphelins pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M. Ibourahima Guindo, tuteur désigné.

808 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Tiécoura Diarra, ex-commis ordinaire 1^{er} échelon du cadre local des Postes et Télécommunications, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de sa fille :

Bâ Aminata, née le 15 août 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 524 dont l'intéressé est déjà titulaire.

809 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Mamadou Soumaré, ex-instituteur hors classe du cadre supérieur de l'Enseignement, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son fils :

Alou, né le 11 juillet 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 814 dont l'intéressé est déjà titulaire.

810 C.R.M. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. N'Faly Sinaté, ex-adjutant du cadre local de la Police, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son fils :

Cheick Oumar, né le 14 mai 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 884 dont l'intéressé est déjà titulaire.

833 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes ci-après :

M^{me} Dieynaba Mariko;

M^{lle} Fatimata Sanogo, née le 12 mars 1951;

Mariam Sanogo, née le 14 avril 1954;

Assanatou Sanogo, née le 3 janvier 1961,

veuve et orphelines (succédant aux droits de leurs mères) de M. Issiaka Sanogo, ex-aide conducteur stagiaire du cadre supérieur de l'Agriculture.

Le montant annuel en est fixé à 2.400 francs, pour compter du 1^{er} juillet 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1964 (application des dispositions de l'article 35 paragraphe VI de la loi).

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Fatoumata, née le 12 mai 1952;

Abdouramane, né le 1^{er} avril 1955;

Kany, née le 14 juin 1956;

Mohamadou, né le 7 avril 1958;

Aminata, née le 14 mars 1960,

une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 1.920 francs.

Le total des pensions de réversion et d'orphelin allouées aux enfants pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M. Seydou Sanogo, tuteur désigné.

834 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes dénommées ci-dessous :

M^{me} Fatoumata Kamara;

Yakaré Souko;

Mama Diakité;

Youma Diallo,

veuves de M. Daba Kéita, ex-commis expéditionnaire principal de 1^{re} classe du cadre local.

Le montant annuel en est fixé à 14.808 francs, pour compter du 1^{er} février 1965.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1965.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe II de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué aux veuves ci-après :

M^{me} Fatoumata Kamara : 6/10 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre des enfants :

Hawa, née le 24 mai 1909;
Maciré, né le 17 octobre 1911;
Mamadou dit Modibo, né le 4 juin 1915;
Kassé, né le 12 juillet 1919, décédé le 18 février 1952;
Issa, né le 1^{er} février 1924;
Wandé, né le 28 septembre 1933.

Le montant annuel en est fixé à 15.992 francs pour compter du 1^{er} février 1965.

M^{me} Yakaré Souko : 4/10 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre des enfants :

Malé, né le 4 octobre 1910;
Makan, né le 4 novembre 1919, décédé en 1940;
Moussa, né le 26 septembre 1925;
Bintou, née le 8 février 1936.

Le montant annuel en est fixé à 10.660 francs, pour compter du 1^{er} février 1965.

835 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes ci-après :

M^{mes} Hawa Sakiliba;
Hawa Koité,
veuves de M. Sidy Sissoko, ex-ouvrier principal de 1^{re} classe du cadre secondaire du Dakar-Niger.

Le montant annuel en est fixé à 22.440 francs, pour compter du 1^{er} juin 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1964.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe II de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à M^{me} Hawa Sakiliba la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari, au titre de :

Tiémoko, né en 1924;
Moussokoro, née en 1924;
Fatoumata, née le 13 mai 1930.

Le montant annuel en est fixé à 4.488 francs, pour compter du 1^{er} juin 1964.

836 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites, à M^{me} Fanta Diallo, veuve de M. Fama Cissoko, ex-commis ordinaire 1^{er} échelon du cadre local des Postes et Télécommunications.

Le montant annuel en est fixé à 23.940 francs, pour compter du 1^{er} août 1964.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1964.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins ci-dessous désignés :

Aminata, née le 30 mai 1956;
Bacary, né le 28 septembre 1958;
Modibo, né le 24 décembre 1960,
une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 4.788 francs.

Le total des pensions allouées aux enfants pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M^{me} Fanta Diallo, mère et tutrice légale.

837 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali à M^{me} Maïmouna Koné, veuve de M. Tiémoko Ouattara, ex-ouvrier adjoint 2^e échelon du cadre local.

Le montant annuel en est fixé à 3.500 francs pour compter du 1^{er} avril 1961.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1961.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Afouchiata, née le 14 avril 1958;
Kadidiatou, née le 25 janvier 1960,
une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 700 francs.

Les pensions allouées aux enfants pourront, sur justification des droits, être élevées au montant des avantages familiaux qu'aurait perçus le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M^{me} Maïmouna Koné, mère et tutrice légale.

838 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à M^{me} Penda Ballo, veuve de M. Kali Diallo, ex-adjutant des Gardes frontières du cadre local des Douanes.

Le montant annuel en est fixé à 36.180 francs pour compter du 1^{er} mars 1965.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mars 1965.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe II de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué à M^{me} Penda Ballo 3/5 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre des enfants :

Oumar, né le 16 mars 1938;
Boubacar, né le 30 mai 1940;
Awa, née le 2 juin 1942.

Le montant annuel en est fixé à 4.344 francs, pour compter du 1^{er} mars 1965.

839 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, une pension de réversion est concédée, sur les fonds de la Caisse des Retraites du Mali, à chacune des personnes ci-après :

M^{mes} Fatoumata Siby dite Diarra;
Fatimata Dia dite Mâ;
Fatma Traoré dite M'Baha,
veuves de M. Birahim N'Diaye, ex-interprète ordinaire de 1^{re} classe du cadre local.

Le montant annuel en est fixé à 14.664 francs, pour compter du 1^{er} septembre 1965.

La date d'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1965.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe II de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, il est attribué aux veuves ci-dessous :

M^{me} Fatoumata Siby : 2/8 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre de :

Mamadou, né le 18 mars 1927;
Amadou, né le 2 mars 1929.

Le montant annuel en est fixé à 3.848 francs, pour compter du 1^{er} septembre 1965.

M^{me} Fatimata Dia : 1/8 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre de :

Binta, née le 1^{er} octobre 1932.

Le montant annuel en est fixé à 1.924 francs, pour compter du 1^{er} septembre 1965.

M^{me} Fatma Traoré : 3/8 de la moitié de la majoration pour famille nombreuse que percevait le mari au titre de :

Bokar, né le 24 septembre 1929;
Oumou, née le 6 novembre 1931;
Mahmoudou, né le 9 décembre 1933.

Le montant annuel en est fixé à 5.772 francs, pour compter du 1^{er} septembre 1965.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe V de la loi, chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Madani, né le 15 janvier 1945;
Aïchata, née le 15 avril 1945;
Zakiou, née le 19 décembre 1946;
Hamady, né le 29 février 1948;
Defa, née le 22 septembre 1950;
Khadeïja, née le 17 février 1951,
bénéficiera d'une pension temporaire d'orphelin dont le montant annuel est fixé à 7.332 francs.

Le total des pensions allouées aux orphelins mineurs pourra, sur justification des droits, être élevé au montant des avantages familiaux que percevait le père. Payables jusqu'à l'âge de 21 ans, ces pensions seront versées entre les mains de M. Mamadou N'Diaye, tuteur désigné.

840 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe IV de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, le taux de la majoration pour famille nombreuse attribuée

à M. Fily Coulibaly, ex-commis principal de 4^e classe après 4 ans du cadre supérieur des Services administratifs et financiers, est porté de 10 à 15 % au titre de son fils :

Abdel Kader, né le 12 janvier 1945.

Mention en sera portée sur le livret de majoration pour famille nombreuse n° 1.410 dont l'intéressé est déjà titulaire.

841 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Sounkalo Traoré, ex-contremaître principal de classe exceptionnelle, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son enfant :

Djibril, né le 4 juin 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 1.124 dont l'intéressé est déjà titulaire.

842 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Moustapha Maki Tall, ex-infirmier vétérinaire principal de 3^e échelon du cadre local pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son enfant :

Adama, née le 12 août 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 1.198 dont l'intéressé est déjà titulaire.

843 C.R.M. — Par arrêté en date du 17 septembre 1965, par application des dispositions de l'article 13 paragraphe V de la loi n° 61-70 A.N.-R.M. du 18 mai 1961, M. Abdoulaye Sako, ex-maître ouvrier de 2^e classe du cadre supérieur du Chemin de fer du Mali, pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1965 et sur justification des droits, au bénéfice des avantages familiaux au titre de son enfant :

Oumar, né le 20 août 1965.

Mention en sera portée sur le livret d'allocations pour enfants n° 1.250 dont l'intéressé est déjà titulaire.

885 F.2-B. — Par arrêté en date du 29 septembre 1965, une pension de réversion au taux annuel de treize mille cinq cent trente-six (13.536) francs est allouée, sur les fonds du Budget national, à M^{mes} Mata Sadié et Mama Kéita, veuves de M. Moussa Bakayoko, ex-brigadier-chef de 1^{re} classe de la Garde républicaine, m° 2164, décédé le 6 juin 1965, soit six mille sept cent soixante-huit (6.768) francs par an à chacune d'elles, à raison de mille six cent quatre-vingt-douze (1.692) francs par trimestre et pour chacune.

La date de jouissance de cette pension, payable par trimestre et à terme échu, est fixée au 1^{er} juillet 1965.

Pour compter de la même date, une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de deux mille sept cent sept (2.707) francs, payable jusqu'à l'âge de 21 ans, est accordée à l'orphelin mineur ci-dessous nommé :

Harouna Bakayoko, né vers 1946, à raison de six cent soixante-seize (676) francs par trimestre.

La part revenant à l'orphelin mineur ci-dessus désigné sera versée entre les mains de M. Tiékoro Bakayoko, lieutenant désigné suivant délibération du conseil de famille du 5 août 1965 de Bamako.

886 F.2-B. — Par arrêté en date du 29 septembre 1965, une pension de réversion, au taux annuel de onze mille cent trente-six (11.136) francs, est allouée, sur les fonds du Budget national, à M^{mes} Yado Kassogué et Yelem Dibo, veuves de M. Bologo Kanambaye, ex-adjutant-chef de la Garde républicaine, mⁿ 3.334, décédé le 6 juin 1965, à Ouroli-Toli, cercle de Bandiagara, soit cinq mille cinq cent soixante-huit (5.568) francs par an à chacune d'elles à raison de mille trois cent quatre-vingt-douze (1.392) francs par trimestre pour chacune d'elles.

La date de jouissance de cette pension, payable par trimestre et à terme échu, est fixée au 1^{er} juillet 1965.

Pour compter de la même date, une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de deux mille deux cent vingt-sept (2.227) francs, payable jusqu'à l'âge de 21 ans, est accordée à l'orphelin mineur ci-dessous nommé :

Daouda Kanambaye, né en 1949, à raison de cinq cent cinquante-six (556) francs par trimestre.

La part revenant à l'orphelin mineur ci-dessus désigné sera versée entre les mains de M. Sadio Kanambaye, cultivateur, en qualité de tuteur du jeune Daouda Kanambaye, suivant certificat du conseil de famille en date du 14 juillet 1965 de Bandiagara.

Par arrêtés en date des :

10 septembre 1965. — M. Bouna Coulibaly, commis des Services administratifs, financiers et comptables de 1^{re} classe 3^e échelon, en service à la Direction des Finances, est nommé provisoirement agent comptable à la Pharmacie d'Approvisionnement de Bamako, en remplacement de M. Paul Haïdara, secrétaire d'Administration principal, titulaire d'un congé de convalescence.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

29 septembre 1965. — Les agents dont les noms suivent sont nommés agents comptables et reçoivent les affectations ci-après dans les représentations extérieures de l'Etat du Mali :

1^o M. Toumany Sidibé, secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon, agent comptable à Bruxelles, en remplacement de M. Diadié Bocoum, titulaire d'un congé administratif;

2^o M. Aly Telly, comptable auxiliaire 8^e catégorie A de la Convention collective Fédérale du Commerce, agent comptable à Washington, en remplacement de M. Paul Diallo, muté au Contrôle financier, en complément d'effectif.

Conformément aux dispositions en vigueur, chacun des intéressés est astreint à un cautionnement de 300.000 francs.

Ce cautionnement pourra être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une Société de Cautionnement mutuel ou à une Compagnie d'assurance agréée.

Chacun de ces agents comptables aura droit à l'indemnité mensuelle de caisse et de responsabilité de 7.720 francs en monnaie locale.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Par décision en date du :

16 septembre 1965. — MM. Yacouba Koné, commis d'Administration ordinaire 1^{er} échelon, en service au sous-ordonnement du Ministère de l'Intérieur et Ouali Samoura, commis d'Administration ordinaire 1^{er} échelon, en service au sous-ordonnement du Ministère de l'Education nationale, sont mis à la disposition du sous-ordonnement du Ministère de l'Information et du Tourisme.

La présente décision prendra effet à compter de la date de prise de service des intéressés.

Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie

N^o 817 M.T.P.C.E. — ARRÊTÉ autorisant le Génie rural à exploiter une carrière située au flanc de la colline du Point G.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE,

Vu la Constitution de la République du Mali;
Vu la réglementation en vigueur, relative à l'exploitation des carrières en République du Mali;
Vu la réglementation fixant la distance minimum à laquelle peuvent être autorisées, par rapport aux aérodromes du territoire, la construction des routes et pistes, l'ouverture et l'exploitation des carrières;
Vu la réglementation spéciale de sécurité et d'hygiène dans les carrières et leurs dépendances en République du Mali;
Vu la réglementation fixant les redevances pour le ramassage et l'extraction de matériaux sur le domaine public;
Vu la demande n^o 1065 du 27 août 1965 formulée par le Chef du Génie rural,

ARRÊTE :

Article premier. — Le Génie rural est autorisé, pendant une période de deux ans, à compter de la signature du présent arrêté et sous réserve des conditions prévues à l'article 6 ci-après, à ouvrir une carrière au flanc de la colline du Point G.

Art. 2. — L'autorisation d'exploiter sera renouvelable par période de deux ans à l'expiration des droits du bénéficiaire qui devra adresser en temps utile une demande réglementaire en double expédition et joindre à la déclaration un plan avec profils détaillés également en double

expédition à l'échelle de 2 mm. par mètre. Ce plan fera connaître très exactement l'état des lieux et des différents travaux d'abattage ou de protection effectués jusqu'à cette date.

Le Génie rural aura droit de priorité pour le renouvellement du permis d'exploitation.

Toutefois, cette préférence restera soumise aux conditions prévues à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 3. — Avant de commencer l'exploitation, le permissionnaire devra faire des bornes marquant les quatre angles de l'emprise de la carrière et demander au Directeur du Service des Mines et des Carburants à Bamako, le rescellement de ces bornes et l'établissement d'un état des lieux définissant la masse à exploiter.

Art. 4. — L'exploitation se fera à ciel ouvert, elle sera conduite soit par points d'attaque, sensiblement parallèles au premier front de taille, soit par gradins de 1,50 m. à 3 m. de hauteur verticaux ou inclinés suivant la consistance des terres de recouvrement et la nature de la roche à extraire.

Les extractions seront arrêtées au pourtour de la carrière en une distance en deçà de ses limites correspondant à un mètre par mètre de terre de recouvrement.

Les déblais de découvertes devront être rejetés tout autour du champ d'abattage en cavalier le long du périmètre.

Les fonds des excavations laissés par l'extraction devront être dressés de manière à assurer l'écoulement des eaux et à éviter toute stagnation.

Le permissionnaire devra d'ailleurs se conformer à toutes prescriptions s'il y a lieu du Service d'Hygiène.

L'emploi des explosifs sera autorisé exclusivement aux heures ci-après :

- dans la matinée, entre 12 heures et 13 h. 30;
- le soir, entre 17 h. 30 et 18 heures.

Un quart d'heure avant leur départ, les mines seront annoncées par les signaux de drapeaux rouges et des coups de cornes.

Le permissionnaire devra se conformer au cours de l'exploitation à toutes les mesures de précaution que le Commandant de cercle ou le Directeur du Service des Mines et des Carburants pourront juger nécessaires de prescrire pour la sécurité publique.

Le permissionnaire restera d'ailleurs et dans tous les cas civilement responsable de tous les accidents ou dommages provenant du fait de son exploitation.

Le permissionnaire devra faire connaître dans sa requête très exactement l'état des lieux où se trouve enmagasinée la poudre servant au sautage des mines, ainsi que la nature de cette dernière (dynamite, cheddite, grisounite, carbite, etc...).

Aucun dépôt d'explosifs ne sera autorisé à la carrière même, des instructions relatives à l'établissement de poudrières offrant toutes garanties en cas d'explosion spontanée seront données à l'exploitant le cas échéant.

Art. 5. — Le permissionnaire est dispensé du paiement de la taxe d'extraction en application des prescriptions des textes en vigueur.

Il sera tenu à communiquer à chaque fin de trimestre à la Direction du Service des Mines et des Carburants les quantités de mètres cubes de pierre extraits.

A cet effet, l'exploitant tiendra un registre d'extraction coté et paraphé par le Directeur du Service des Mines et des Carburants, sur lequel il inscrira journalièrement le cubage de matériaux extraits, à dater de la notification du présent arrêté.

Art. 6. — La présente autorisation est accordée, sous réserve de droits de tiers, elle sera révoquée sans indemnité à toute époque par arrêté du Ministre des Travaux publics, des Communications et de l'Energie, pour motif d'intérêt public.

Art. 7. — Le Directeur du Service des Mines et des Carburants et le Receveur des Domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, inséré au *Journal officiel* de la République du Mali et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 13 septembre 1965.

*Le Ministre des Travaux publics,
des Communications et de l'Energie,*
MAMADOU AW.

823. — Par arrêté en date du 14 septembre 1965, le tarif spécial PV. n° 27 (location de grues) est modifié comme suit pour compter du 15 septembre 1965 :

A. - GRUES A BRAS OU A VAPEUR

1° *Grues à bras ou à vapeur d'une force maximum de 10 tonnes* : par heure indivisible : 1.500 francs.

2° *Grues à vapeur d'une force maximum de 25 tonnes* : par heure indivisible : 3.000 francs.

3° *Grue Cockérill d'une force maximum de 62 t. 500* : par heure indivisible : 10.000 francs.

Minimum de perception (alinéas 1, 2 et 3) : 2 heures.
Ces prix ne comprennent pas les frais :

a) de conduite de la grue de sa gare d'attache au lieu d'utilisation;

b) de retour de la grue du lieu d'utilisation à la gare d'attache.

Ces frais sont calculés conformément aux dispositions du chapitre VIII des Tarifs généraux.

B. - GRUES AUTOMOEILES

1° *Grue d'une force maximum de 10 tonnes* :

a) utilisation en gare : par demi-heure indivisible : 1.500 francs;

b) utilisation à domicile : par demi-heure indivisible : 1.650 francs.

2° *Grue d'une force maximum de 15 tonnes* :

a) utilisation en gare : par demi-heure indivisible : 2.000 francs;

b) utilisation à domicile : par demi-heure indivisible : 2.500 francs.

Minimum de perception (alinéas 1 et 2) : 1 heure.

Ministère de la Santé publique et des Affaires sociales

74 M.S.P.-A.S.-P. — Par décision en date du 15 septembre 1965, il est attribué à M. Ibrahima Bâ, infirmier adjoint 1^{er} échelon, en service aux Unités Radiophotos à Bamako, l'indemnité de risque prévue par l'arrêté n° 551 M.S.P.-C. du 24 juin 1962.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} juin 1965.

78 M.S.P.-A.S.-P. — Par décision en date du 17 septembre 1965, les agents dont les noms suivent sont nommés chargés de cours à l'Ecole Secondaire de la Santé :

1^o Première année commune

M. Totgola, français;
 Professeur Russe, mathématiques;
 Professeur Russe, physique-chimie;
 Docteur Genty, obstétrique;
 Docteur Djian, anatomie physiologie;
 Docteur Fofana, microbiologie;
 Docteur Djian, médecine;
 Docteur Diop, chirurgie;
 Docteur Genty (M^{me}), puériculture;
 M. Yériba, hygiène générale;
 M^{me} Bignat, pharmacie;
 M. Fofana (professeur licencié), psychologie;
 M^{me} Soumaré, déontologie;
 M^{me} Tommy-Martin, méthodologie;
 Docteur Fofana Bénitiéni, nutrition;
 M. Tanian, assainissement;
 Docteur Sow, épidémiologie - prophylaxie;
 M^{me} Soumaré, P.M.I.;
 M. Yériba, éducation sanitaire;
 M. Sissoko Djibril, premiers secours;
 M. Fofana (professeur), développement de l'homme;
 M^{me} Vital, travaux pratiques (puériculture, nutrition, médecine, chirurgie).

2^o Deuxième année infirmiers - infirmières

Docteur Fofana, microbiologie;
 Docteur Djian, épidémiologie - prophylaxie;
 M. Roy, psychologie;
 M^{me} Tommy-Martin, histoire et organisation professionnelle;
 M. Roy, sociologie;
 M. Rouamba, éducation sanitaire;
 Docteur San, médecine;
 Docteur Genty (M^{me}), médecine infantile;
 Docteur Hernandez, obstétrique - gynécologie;
 Docteur Nicol, chirurgie;
 Docteur Boukenem, pharmacie;
 Docteur Lauréal, O.R.L.;
 Docteur Sangaré, administration sanitaire;
 Docteur Bois Lait, électro-radio et physiologie;
 Docteur Leveuf, santé publique;
 Docteur Samaké F., psychiatrie;
 Docteur Sané Moussa Diallo, éducation civique et politique;

Travaux pratiques : médecine, chirurgie.

3^o Troisième année sages-femmes

Docteur Leveuf, santé publique;
 Docteur Karim Sangaré, administration sanitaire;
 M^{me} Soumaré, déontologie;

Docteur Sané Moussa Diallo, éducation civique et politique;
 Docteur Jean Joseph, puériculture et obstétricie sociale;
 Docteur Genty, pathologie obstétricale;
 Docteur Sidi Boukenem, pharmacie;
 M. Rouamba, éducation sanitaire;
 M^{me} Dravé : travaux pratiques : puériculture;
 M^{me} Coulibaly : travaux pratiques : obstétrique.

4^o Troisième année assistantes sociales

M. Amadou Traoré, enseignement du service social;
 M. Roy, psychologie;
 M. Dao, statistiques;
 M. Dème, droit;
 M. Namory Kéita, droit;
 Docteur Sœur Jean Bernard, sociologie;
 M. Mohamed N'Diaye, sécurité sociale;
 Docteur Leveuf, santé publique;
 M^{me} Diallo, déontologie;
 Docteur Sané Moussa Diallo, éducation civique et politique;
 M. Rouamba, éducation sanitaire.

Il est alloué aux intéressés des indemnités au taux horaire de :

1.191 francs pour les docteurs et les professeurs licenciés;
 925 francs pour les sages-femmes et les instituteurs ordinaires;
 900 francs pour les agents techniques de Santé;
 600 francs pour les infirmiers.

Les indemnités sont payables tous les trimestres pour les heures effectivement enseignées.

Ministère de l'Education nationale

Par décisions en date des :

11 septembre 1965. — Sont déclarés définitivement admis à l'examen de sortie et obtiennent le diplôme des Ecoles Normales secondaires de la République du Mali, les candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite, par centre d'examen et par section :

I. - CENTRE DE BAMAKO**a) Section Langues**

1. Salam Diakité, mention bien;
2. Modibo Coumaré, mention assez bien;
3. Bréhima Doumbia, assez bien;
4. Maliki Sidibé, assez bien;
5. Rokia Diarra, assez bien;
6. Sira Nientao, assez bien;
7. Gilbert Kéita, assez bien;
8. Maïmouna Kanté, assez bien;
9. Idrissa Traoré, assez bien;
10. Boureima Yattara, passable;
11. Bocary Daffé, passable;
12. Mansa Diabaté, passable;
13. Mamadou Traoré, passable;
14. Allaye Dicko, passable;
15. Diaka Kaba, passable;
16. Adiaratou Camara, passable;
17. Khady Touré, passable;
18. Hamidou Traoré, passable.

b) Section Lettres

1. Safiatou Traoré, mention bien;
2. Sira Magassa, mention bien;
3. Kadiatou Fofana, assez bien;
4. Mariam Sylla, assez bien;
5. Mariam Mariko, assez bien;
6. Koudédia Sidibé, assez bien;
7. Kadiatou Diallo, assez bien;
8. Elisabeth Adam John, assez bien.

c) Section Mathématiques - Sciences

1. Fatimata Souko, mention bien;
2. Maïmouna Tangara, mention assez bien;
3. Maïmouna Maïga, assez bien;
4. Fatimata Niang, assez bien;
5. Aïsseta Cissé, assez bien;
6. Aminata Kouyaté, assez bien;
7. Sitan Sanogo, assez bien;
8. Ramata Coumaré, assez bien.

II. - CENTRE DE KATIBOUGOU

a) Section Lettres

1. Youssouf Sogoba, mention bien;
2. Abdourahmane Touré, mention bien;
3. Barba Arby, bien;
4. Emile Camara, bien;
5. Modibo Touré, assez bien;
6. Djigui Kéita, assez bien;
7. Cheick Konaté, assez bien;
8. Ibrahim Ag Hamany, assez bien;
9. Daouda Kéita, assez bien;
10. Abdoul Karim Touré, assez bien;
11. Rémy Doumbia, assez bien;
12. Sory Coulibaly, assez bien;
13. Bakary Dembélé, assez bien;
14. Seydou Bagayoko, assez bien;
15. Yadjé Sangaré, assez bien;
16. Bassiriki Touré, assez bien;
17. Molobaly Boaré, assez bien;
18. Tidiany Kéita, assez bien;
19. Samba Cissé, assez bien;
20. Aly Niono, assez bien;
21. Amadou Bocoum, passable;
22. Amadou Thierno Ball, passable;
23. Birama Traoré, passable;
24. Modibo Kéita, passable;
25. Kékouta Sissoko, passable;
26. Sékou Amadou Koné, passable;
27. Lanséni Doumbia, passable;
28. Sékou Kéissery Traoré, passable;
29. Demba Sy, passable;
30. Aliou Sall, passable;
31. Mamadou Diallo, passable;
32. Bourehima Kéita, passable;
33. Amadou Kané Diallo, passable;
34. Issaka Coulibaly, passable.

b) Section Mathématiques - Sciences

1. Bakary Traoré, mention très bien;
2. Ibrahim Touré, mention très bien;
3. Hama Maïga, très bien;
4. Kalifa Sangaré, très bien;
5. Mouké Sacko, bien;
6. Mama Kinta, bien;
7. Maouloud Dicko, bien;
8. Nouhoum Traoré, bien;
9. Sidi Diarra, bien;
10. Hamidou Ongoïba, bien;

11. Abdoulaye Traoré, bien;
12. Alamir Touré, bien;
13. Abdoulaye Ouologuem, bien;
14. Daouda Diallo, bien;
15. Hamady Landouré, bien;
16. Mamadou Aliou Barry, bien;
17. Ibrahim Maguiraga, bien;
18. Mamadou Kéita n° 2, bien;
19. Ousman Kalil, bien;
20. Aly Yéro Maïga, bien;
21. Mamadou Kéita n° 1, bien;
22. Kassim Niaré, bien;
23. Kassambara Ambadiem, bien;
24. Mamadou Traoré, bien;
25. Souleymane Minta, bien;
26. Aliguï Traoré, assez bien;
27. Drissa Kouyaté, assez bien;
28. Al Hady Yaro, assez bien;
29. Jean Diallo, assez bien;
30. Cheick Doucouré, assez bien;
31. Jacques Kamaté, assez bien;
32. Soumana Sougoulé, assez bien;
33. Bouya Tandian, assez bien;
34. Famakan Dembélé, assez bien;
35. Idrissa Ouédraogo, assez bien;
36. Méléï Diallo, assez bien;
37. Alpha Sylla, assez bien;
38. Facigui Doubouya, assez bien;
39. Cheick Diawara, passable;
40. Oinargoum Ag Madigou, passable;
41. Almoustapha Cissé, passable;
42. Amidou Maïga, passable;
43. Mamadou Diallo, passable;
44. Balla N'Diaye, passable;
45. Lansiné Doumbia, passable;
46. Amadou Cissé, passable;
47. Lahaye Coulibaly, passable;
48. Abdoulaye Diawara, passable;
49. Sidi Mohamed Haïdara, passable;
50. Tidiany Konardji, passable.

13 septembre 1965. — Sont déclarés définitivement admis à l'examen du :

I. - CERTIFICAT D'APTITUDE PÉDAGOGIQUE

a) Les instituteurs ordinaires stagiaires dont les noms suivent, déclarés admis à l'épreuve écrite du C.A.P. :

1. Mamadou Traoré, I.E.F. Mopti.

b) Les instituteurs ordinaires stagiaires dont les noms suivent, titulaires du diplôme des Ecoles Normales secondaires :

- MM. Sidy Sissoko, I.E.F. Bamako III;
Barkinado Sow, I.E.F. Bamako I;
Eglèze Ag Foni, I.E.F. Bamako I;
- M^{mes} Orokia Damba, I.E.F. Bamako II;
Nakani Traoré, I.E.F. Bamako II;
- M^{me} Kamara, née Hawa Camara, I.E.F. Bamako II;
- MM. Mahamadou Dembélé, I.E.F. Bamako II;
Kidian Diallo, I.E.F. Bamako II;
- M^{me} Traoré, née Fatimata Sanogo, I.E.F. Bamako III;
- MM. Bouké Dembélé, I.E.F. Bamako III;
Ali Badara Maïga, I.E.F. Bamako III;
Abdoulaye Touré, I.E.F. Bamako III;
Mamadou Sow, I.E.F. Katibougou;
Amadou Daouda Diallo, I.E.F. Katibougou;
Dramane Touré, I.E.F. Mopti;
Hamadoun Touré, I.E.F. Mopti;
Sékou Doucouré, I.E.F. Mopti;

M^{me} Mariam Timbo, I.E.F. Mopti;
 MM. Sékou Koné, I.E.F. Mopti;
 Adama Soumaré, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Marie Touré, I.E.F. Bamako I;
 M^{me} Ouologuem, née Salimata Sidibé, I.E.F. Bamako I;
 Sissoko, née Assétou Diako, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Assitan Traoré, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Diarra, née Niagalé Traoré, I.E.F. Bamako II;
 MM. Mohamed Ould El Kalifa, I.E.F. Bamako II;
 Bourama Haïdara, I.E.F. Bamako II;
 Djibril Sangaré, I.E.F. Bamako III;
 Fabougouri Diané, I.E.F. Bamako III;
 M^{me} Aïssata Traoré, I.E.F. Bamako III;
 M. Mahamadine Ibrahim, I.E.F. Bamako III;
 M^{me} Traoré, née Mariam Traoré, I.E.F. Katibougou;
 MM. Ahmadou Coulibaly, I.E.F. Katibougou;
 Mamadou Bathily, I.E.F. Katibougou;
 N'Faly Traoré, I.E.F. Mopti;
 Sékou Traoré, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Rokiatou Traoré, I.E.F. Mopti;
 MM. Souleymane Doucouré, I.E.F. Mopti;
 Yacouba Maïga, I.E.F. Mopti;
 Niafa Koné, I.E.F. Mopti;
 Mah Sangaré, I.E.F. Mopti;
 Baba Sanogo, I.E.F. Sikasso;
 Mamadou Sanogo, I.E.F. Sikasso;
 Moustapha Théra, I.E.F. Sikasso;
 Demba Doucouré, I.E.F. Gao;
 Cheick Dicko, I.E.F. Gao;
 Mahamadou Kaloga, I.E.F. Gao;
 Ibrahim Ag Youssouf, I.E.F. Gao;
 Adama Sangaré, I.E.F. Gao;
 Issa Ouédraogo, I.E.F. Gao;
 Alhousseïni Bathily, I.E.F. Gao;
 Mamadou Touré, I.E.F. Gao;
 Mamadou Kanté, I.E.F. Kayes;
 Namory Kéïta, I.E.F. Kayes;
 Mohamed Ag Ally Ag Abdoulaye, I.E.F. Kayes;
 Mamadou Konaté, I.E.F. Bafoulabé;
 Magatte Sacko, I.E.F. Bafoulabé;
 Youssouf Maïga, I.E.F. Bafoulabé;
 Naré Famakan Kéïta, I.E.F. Bafoulabé;
 Mamadi Traoré, I.E.F. Bafoulabé;
 Daniel Dembélé, I.E.F. Ségou;
 Sadou Maïga, I.E.F. Ségou;
 Simon Cissé, I.E.F. Ségou;
 Déidi Ould Mohamed, I.E.F. Sikasso;
 Oumar Bocoum, I.E.F. Sikasso;
 Ousmane Cissé, I.E.F. Sikasso;
 Mamady Sarangué Kéïta, I.E.F. Gao;
 Boubakar Tounkara, I.E.F. Gao;
 Cheickna Haïdara, I.E.F. Gao;
 M^{me} Sidi, née Aïssata Dramé, I.E.F. Gao;
 M. Abdoul Aziz Dicko, I.E.F. Gao;
 M^{me} Yanda Ouologuem, I.E.F. Gao;
 M. Mamadou Kéïta, I.E.F. Gao;
 M^{me} Kadidia Aoudou, I.E.F. Gao;
 M. Oumar Konaré, I.E.F. Kayes;
 M^{me} Sall, née Binta Bâ, I.E.F. Kayes;
 M^{me} Thérèse Konaté, I.E.F. Kayes;
 Maïmouna Coulibaly, I.E.F. Bafoulabé;
 MM. Mamadou Cissé, I.E.F. Bafoulabé;
 Indé Ouologuem, I.E.F. Bafoulabé;
 Mory Coulibaly, I.E.F. Bafoulabé;
 Hamadou Dicko, I.E.F. Bafoulabé;
 Amadigué Dolo, I.E.F. Ségou;
 Soussin dit Moussa Dembélé, I.E.F. Ségou;
 Samba Bâ, I.E.F. Ségou;
 Zana Coulibaly, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Batoma Traoré, I.E.F. Gao.

c) *Les instituteurs adjoints titulaires dont les noms suivent, déclarés admis à l'épreuve écrite du C.A.P. :*

MM. Moriba Traoré, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 Dianguina Kéïta, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 Boulkassoum Boré, I.A.5, I.E.F. Bamako I;
 Hamady Hama Diallo, I.A.5, I.E.F. Bamako I;
 M^{me} Diallo, née Kadiatou Fofana, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 Diomandé, née Adama Maïga, I.A.5, I.E.F. Bko II;
 MM. Massa Malé, I.A.3, I.E.F. Bamako II;
 Sékou Traoré, I.A.4, I.E.F. Bamako II;
 Mohamed Diabélou Sissoko, I.A.3, I.E.F. Bko III;
 Gaoussou Touré, I.A.3, I.E.F. Bamako III;
 N'Tji Doumbia, I.A.4, I.E.F. Bamako III;
 Mamadou Koniba Diarrh, I.A.5, I.E.F. Bko III;
 Mamadou Fofana, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 M^{me} Dravé, née Kadidia Haïdara, I.A.5, I.E.F. Bko III;
 MM. Bakary Sangaré, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 Tiéna Tangara, I.A.4, I.E.F. Bamako III;
 Ambéry Ag Rhissa, I.A.5, I.E.F. Diré;
 Tidiani N'Diaye, I.A.3, I.E.F. Diré;
 Abdourahmane Maïga, I.A.6, I.E.F. Diré;
 Bougouna Sogoba, I.A.3, I.E.F. Mopti;
 Boubou Traoré, I.A.4, I.E.F. Mopti;
 Sambo Ongoïba, I.A.4, I.E.F. Mopti;
 Fa Diarra, I.A.6, I.E.F. Mopti;
 Laciné Diarra, I.A.5, I.E.F. Mopti;
 Soungalo Tangara, I.A.5, I.E.F. Mopti;
 Finéré Dembélé, I.A.4, I.E.F. Sikasso;
 Moussa Kanté, I.A.5, I.E.F. Sikasso;
 Koura Dabo Cissoko, I.A.4, I.E.F. Sikasso;
 M^{me} Maïga, née Bangoura, I.A.6, I.E.F. Sikasso;
 MM. Abdoullaki Alassane, I.A.5, I.E.F. Gao;
 Salem Ould Elhadj, I.A.5, I.E.F. Gao;
 Abdoulaye Halidou Maïga, I.A.4, I.E.F. Gao;
 Mohamedoun Ag Sadick, I.A.5, I.E.F. Gao;
 Tidiani Berthé, I.A.4, I.E.F. Kayes;
 Boubakar Kaly Diallo, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Moussa Maguiraga, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Sidy Dagnoko, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Dotié Samaké, I.A.6, I.E.F. Bafoulabé;
 Adama N'Diaye, I.A.4, I.E.F. Bafoulabé;
 Abdoulaye Kouyaté, I.A.4, I.E.F. Ségou;
 Amadou Diakité, I.A.5, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Kéïta, née Farima Sangaré, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 M. Aly Boré, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 M^{me} Dembélé, née Bougougno Coulibaly, I.A.5, I.E.F. B.
 MM. Boubacar Diallo, I.A.4, I.E.F. Bamako I;
 Dramane Doumbia, I.A.6, I.E.F. Bamako I;
 Mamadou Sacko n° 1, I.A.3, I.E.F. Bamako II;
 Gassiré Kéïta, I.A.4, I.E.F. Bamako II;
 Ibrahima Sackho, I.A.5, I.E.F. Bamako II;
 Amadou Chérif Bâ, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 Nogognimé Urbain Dembélé, I.A.5, I.E.F. Bko III;
 M^{me} Dicko, née Saran Konaté, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 MM. N'Golo Lamine Berthé, I.A.4, I.E.F. Bamako III;
 Diamoussa Kané, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 Mamadou Touré, I.A.5, I.E.F. Bamako III;
 Ingré Dollo, I.A.3, I.E.F. Bamako III;
 Moussa Simaga, I.A.6, I.E.F. Diré;
 Mohamadou Arboncano, I.A.3, I.E.F. Diré;
 Moctar Yaro, I.A.5, I.E.F. Diré;
 Modibo Coumaré, I.A.5, I.E.F. Katibougou;
 Baba Sarro, I.A.5, I.E.F. Mopti;
 Amadou Tamboura, I.A.4, I.E.F. Mopti;
 Mohamed Ould Mohamed Najim, I.A.4, I.E.F. Mop.
 Hamadoun Bocoum, I.A.4, I.E.F. Mopti;
 Pierre Kodio, I.A.5, I.E.F. Mopti;
 Mamadou Cissé, I.A.5, I.E.F. Mopti;
 Adama Doumbia, I.A.5, I.E.F. Sikasso;

- MM. Nangozié Berthé, I.A.6, I.E.F. Sikasso;
 Sékou Bassidy Traoré, I.A.3, I.E.F. Sikasso;
 Cheick Oumar Bathily, I.A.2, I.E.F. Gao;
 Mohamed Taher Ould Alassane, I.A.5, I.E.F. Gao;
 Hamid Ben Alhouseni, I.A.6, I.E.F. Gao;
 Mahamadou Lamine Amadou, I.A.5, I.E.F. Gao;
 Dogouélou Dolo, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Chiaka Traoré, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Oumar Bouba Bâ, I.A.5, I.E.F. Kayes;
 Oumar Sada Sy, I.A.5, I.E.F. Bafoulabé;
 Amadou Coulibaly, I.A.3, I.E.F. Bafoulabé;
 Harouna Sangaré, I.A.5, I.E.F. Bafoulabé;
 Aliou Badara Dembélé, I.A.5, I.E.F. Ségou;
 Fadjigui Niakaté, I.A.4, I.E.F. Ségou;
 Hassimi Dicko, I.A.6, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Kanouté, née Apsatou Traoré, I.A.5, I.E.F. Ségou;
 Sangaré, née Néné Sow, I.A.4, I.E.F. Ségou;
 MM. Cyriaque Moukouro, Enseignement privé;
 Youssouf Dyoné, I.A.5, I.E.F. Ségou;
 Mohamed Soumaré, I.A.6, I.E.F. Ségou;
 Sékou Dougouné, I.A.6, I.E.F. Ségou;
 Tiéoulé Konaré, I.A.5, I.E.F. Ségou;
 Joseph Robert Cissé, I.A.4, I.E.F. Mopti.

II. - CERTIFICAT ELÉMENTAIRE D'APTITUDE PÉDAGOGIQUE

a) *Les instituteurs adjoints stagiaires dont les noms suivent, titulaires du diplôme des Centres Pédagogiques Régionaux :*

- MM. Mohamed Moctar Kane, I.E.F. Bamako I;
 Mamadou Sékou Sissoko, I.E.F. Bamako I;
 Seydou Diarra, I.E.F. Bamako II;
 Cheickna Ibrahima Kéita, I.E.F. Bamako II;
 Mama Dembélé, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Haoua Niang, I.E.F. Bamako II;
 MM. Mohamed Kéita, I.E.F. Bamako II;
 Bakary Coulibaly, I.E.F. Bamako III;
 Cheick Abou Kanté, I.E.F. Bamako III;
 Aliou Kamissoko, I.E.F. Bamako III;
 Amadou Dembélé, I.E.F. Diré;
 Bakary Sidibé, I.E.F. Diré;
 M^{me} Naba Kéita, I.E.F. Diré;
 MM. Abderhamane El Moctar, I.E.F. Diré;
 Famakan Cissé, I.E.F. Katibougou;
 Maïmouna Diallo, I.E.F. Katibougou
 MM. Ibrahima Diop, I.E.F. Mopti;
 Mawiata Berthé, I.E.F. Mopti;
 Oumar Diarra, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Coulibaly, née Aïssata Niangaly, I.E.F. Mopti;
 MM. Boubacar Sidibé, I.E.F. Mopti;
 Sidi Mohamed Souédi, I.E.F. Mopti;
 Fotigui Traoré, I.E.F. Sikasso;
 Jean-Pierre Dembélé, I.E.F. Sikasso;
 Mamadou Sangaré, I.E.F. Sikasso;
 Kadara Traoré, I.E.F. Sikasso;
 M^{me} Togola, née Diénébou Samaké, I.E.F. Sikasso;
 MM. Seydou Camara, I.E.F. Sikasso;
 Moriba Camara, I.E.F. Sikasso;
 Tiécoura Dembélé, I.E.F. Sikasso;
 Alpha Cissé, I.E.F. Gao;
 Mamadou Kontao, I.E.F. Gao;
 Ibrahima Daï Idrisse, I.E.F. Gao;
 Marie Maïga, I.E.F. Gao;
 M^{me} Issaga Traoré, I.E.F. Gao;
 MM. Abdoulaye Kinkoumana, I.E.F. Gao;
 Ousmane Koïta, I.E.F. Kayes;
 Moussa Traoré, I.E.F. Kayes;
 Mamadou Diakité, I.E.F. Kayes;
 Mamadou Diarra, I.E.F. Kayes;

- MM. Mamadou Maguiraga, I.E.F. Kayes;
 Cheick Traoré, I.E.F. Kayes;
 Bilali Traoré, I.E.F. Bafoulabé;
 Moussa Koné, I.E.F. Bafoulabé;
 Thomas Kéita, I.E.F. Bafoulabé;
 Birama Diakité, I.E.F. Bafoulabé;
 Adama Coulibaly, I.E.F. Bafoulabé;
 M^{me} Soumaré, née Diénéba Simpapa, I.E.F. Bafoulabé;
 MM. Abdoul Salam Baba, I.E.F. Ségou;
 Bakary Sissoko, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Fatoumata Simaga, I.E.F. Ségou;
 MM. Lanciné Oulalé, I.E.F. Ségou;
 Souleymane Baba Coulibaly, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Assétou Macalou, I.E.F. Bamako I;
 MM. Mamby Touré, I.E.F. Bamako I;
 Cheick Oumar Tall, I.E.F. Bamako II;
 Ibrahima Karamoko Soumaré, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Coulibaly, née Alima Cissé, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Mah Traoré, I.E.F. Bamako II;
 MM. Cheick Chérif Haïdara, I.E.F. Bamako III;
 Moustapha Sako, I.E.F. Bamako III;
 M^{me} Aminata N'Diaye, I.E.F. Bamako III;
 MM. Dramane Camara, I.E.F. Diré;
 Elmadane Attaïb, I.E.F. Diré;
 Soungalo Koulibaly, I.E.F. Diré;
 Alassane Maïga, I.E.F. Diré;
 Idrissa Moulaye, I.E.F. Diré;
 Amara Doumbia, I.E.F. Katibougou;
 Fantamadi Diarra, I.E.F. Katibougou;
 Souleymane Coulibaly, I.E.F. Mopti;
 Ibrahima Sangho, I.E.F. Mopti;
 Amadou Guindo, I.E.F. Mopti;
 Alassane Guindo, I.E.F. Mopti;
 Salif Coulibaly, I.E.F. Mopti;
 Bocary Théry, I.E.F. Sikasso;
 Daouda Kondo, I.E.F. Sikasso;
 Mamadou Kounandji, I.E.F. Sikasso;
 Nouhoum Doumbia, I.E.F. Sikasso;
 Oumar Traoré, I.E.F. Sikasso;
 Mamadou Guédiouma Sangaré, I.E.F. Sikasso;
 Boubacar Diallo, I.E.F. Sikasso;
 Baba Kouyaté, I.E.F. Sikasso;
 Bokar Sabane Traoré, I.E.F. Gao;
 Koïmoye Kola, I.E.F. Gao;
 Kaka Traoré, I.E.F. Gao;
 Hadi Modi Sall, I.E.F. Gao;
 Ibrahima Tidiani Maïga, I.E.F. Gao;
 Hassane Bah, I.E.F. Gao;
 Abdoulaye Coulibaly, I.E.F. Gao;
 Kassoum Sanogo, I.E.F. Kayes;
 Paul Cissoko, I.E.F. Kayes;
 Mamadou N'Doye, I.E.F. Kayes;
 Karamoko Touré, I.E.F. Kayes;
 Moussa Kouyaté, I.E.F. Kayes;
 Drissa Ouattara, I.E.F. Kayes;
 Mamadou Tounkara, I.E.F. Bafoulabé;
 Cheick Omar Sy, I.E.F. Bafoulabé;
 Bréhima Kéita, I.E.F. Bafoulabé;
 Hamessini Konaté, I.E.F. Bafoulabé;
 Dramane Coulibaly, I.E.F. Bafoulabé;
 Cheick Hamala Boly, I.E.F. Bafoulabé;
 M^{me} Astan Bâ, I.E.F. Ségou;
 M. Bréhima Bathily, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Kadiatou Dembélé, I.E.F. Ségou;
 M. Oumar Touré, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Ténin Koné, I.E.F. Ségou.

b) *Les instituteurs adjoints stagiaires dont les noms suivent, déclarés admis à l'épreuve écrite du C.E.A.P. :*

- M^{mes} Coulibaly, née Marguerite Loroff, I.E.F. Bamako I;
Ly, née Assétou Bengaly, I.E.F. Bamako I;
M. Baba Halaou, I.E.F. Bamako I;
M^{mes} Sango, née Aminata Diango, I.E.F. Bamako I;
Sow, née Maïmouna Sangaré, I.E.F. Bamako I;
MM. Idrissa Thiam, I.E.F. Bamako II;
Boubacar N'Diaye, I.E.F. Bamako II;
M^{mes} Diarra, née Mariam Traoré, I.E.F. Bamako II;
Samaké, née Kadiatou Sidibé, I.E.F. Bamako II;
Yéna, née Ramata Diallo, I.E.F. Bamako II;
M. Bamoye Traoré, I.E.F. Bamako III;
M^{me} Traoré, née Koria Camara, I.E.F. Bamako III;
MM. Soliba Sangaré, I.E.F. Bamako III;
Moussa Traoré, I.E.F. Bamako III;
Sériba Traoré, I.E.F. Bamako III;
Mossa Ag Rokofa, I.E.F. Diré;
Khalil Touré, I.E.F. Diré;
Maha Ag Addou, I.E.F. Diré;
Baïa Konaré, I.E.F. Diré;
Irintié Samaké, I.E.F. Diré;
Mohamed Sindibla, I.E.F. Diré;
Hamadi Bilali Cissé, I.E.F. Diré;
Dialla Sinaté, I.E.F. Diré;
Moussa Tangara, I.E.F. Diré;
Modibo Bathily, I.E.F. Katibougou;
Dama Agadou, I.E.F. Mopti;
Antébel Timbély, I.E.F. Mopti;
Bassy Kéita, I.E.F. Mopti;
Lamine Diakité, I.E.F. Mopti;
Baba Diakité, I.E.F. Mopti;
Ibrahima Touré, I.E.F. Mopti;
Moussa Diarra, I.E.F. Mopti;
Diéméniogo Diourté, I.E.F. Sikasso;
Aboubacar Sidiki Diarra, I.E.F. Sikasso;
Mamourou Togora, I.E.F. Sikasso;
Mamadou Cissé, I.E.F. Sikasso;
Bougoungolo Coulibaly, I.E.F. Sikasso;
Mélégué Dembélé, I.E.F. Sikasso;
Mahamane Elhadj, I.E.F. Gao;
Ali Maïga, I.E.F. Gao;
Mohamed Youssouf Haïdara, I.E.F. Gao;
Daouda Diarra, I.E.F. Gao;
M^{me} Bâ, née Gisèle Talewath, I.E.F. Gao;
MM. Harouna Touré, I.E.F. Gao;
Tidiane Coulibaly, I.E.F. Gao;
Balatigui Sako, I.E.F. Kayes;
Alou Sidibé, I.E.F. Kayes;
M^{me} Koné, née Korotoumou Konaté, I.E.F. Kayes;
MM. Fadiala Cissoko, I.E.F. Kayes;
Alain Marie Sidibé, Enseignement privé;
Ibrahima Dembélé, I.E.F. Bafoulabé;
Samou Dembélé, I.E.F. Bafoulabé;
Karim Cissé, I.E.F. Bafoulabé;
Mamadou Sidy Diallo, I.E.F. Bafoulabé;
Karamoko Diallo, I.E.F. Bafoulabé;
Bréhima Traoré, I.E.F. Bafoulabé;
Aguibou Niangado, I.E.F. Ségou;
M^{me} Dembélé, née Kadiatou Dembélé, I.E.F. Ségou;
MM. Mamadou Konaré, I.E.F. Ségou;
Raphaël Koné, I.E.F. Ségou;
Agounou Djindé, I.E.F. Bamako II;
Tiémoko dit Roger Bagayoko, Enseign. privé;
Hénoc Coulibaly, I.E.F. Bamako II;
M^{me} Kéita, née Fatoumata Dado Traoré, I.E.F. Bko II;
M^{me} Mariam Sanogoh, I.E.F. Bamako II;
MM. Sinaly Maïga, I.E.F. Bamako II;
Makan Dantioko, I.E.F. Bamako III;

- MM. Bobo Coulibaly, I.E.F. Bamako III;
Niankoro Diarra, I.E.F. Bamako III;
Sidiki Guindo, I.E.F. Bamako III;
Cheick Bougadari Kounta, I.E.F. Bamako III;
Aly Ag Abdou, I.E.F. Diré;
Fily Danfaga, I.E.F. Diré;
Abdoulahi Ag Hamouna, I.E.F. Diré;
Bâ Mahamane Yattara, I.E.F. Diré;
Abderhamane Maïga, I.E.F. Diré;
Drissa Touré, I.E.F. Diré;
M^{me} Baba, née Aïssa Touré, I.E.F. Diré;
Timbo, née Haoua Sangaré, I.E.F. Diré;
MM. Mody Sissoko, I.E.F. Katibougou;
Togodogoli Bamadio, I.E.F. Mopti;
Awaïssoum Ag Abdoulahi, I.E.F. Mopti;
Nianankoro Togola, I.E.F. Mopti;
M^{me} Fall, née Mariam Sidibé, I.E.F. Mopti;
MM. Almami Traoré, I.E.F. Mopti;
Yaya Sogodogo, I.E.F. Mopti;
Fantiéri Togola, I.E.F. Mopti;
Makan Bamba, I.E.F. Sikasso;
Lamine Diarra, I.E.F. Sikasso;
Abdouramane Cissé, I.E.F. Sikasso;
Bougouzanga Berthé, I.E.F. Sikasso;
Mamary Arriré, I.E.F. Sikasso;
Zoumani Konaté, I.E.F. Sikasso;
Alassane Coulibaly, I.E.F. Gao;
Daouda Sidibé, I.E.F. Gao;
Adiguine Niangaly, I.E.F. Gao;
Soumailou Moussa Touré, I.E.F. Gao;
Gilbert Dicko, I.E.F. Gao;
Baba Boncano, I.E.F. Gao;
Yéhia Ag Ibrahim, I.E.F. Gao;
Tidiane Koné, I.E.F. Kayes;
Aly Diabira, I.E.F. Kayes;
Nango Samaké, I.E.F. Kayes;
Joachim Coulibaly, I.E.F. Kayes;
Mohamed Sylla, I.E.F. Kayes;
Faraban Camara, I.E.F. Kayes;
Marcel Kanouté, I.E.F. Bafoulabé;
Bréhima Kamara, I.E.F. Bafoulabé;
Théophile Kamaté, I.E.F. Bafoulabé;
Cheick Tidiane Sissoko, I.E.F. Bafoulabé;
Dougou Cissoko, I.E.F. Bafoulabé;
Janvier Diakité, I.E.F. Bafoulabé;
Diamoussa Togola, I.E.F. Ségou;
M^{me} Madina Coulibaly, I.E.F. Ségou;
MM. Moussa Thiéro, I.E.F. Ségou;
Ibrahima Kalil Sissoko, I.E.F. Ségou;
Mohamed Youssouf Haïdara, I.E.F. Gao.

c) *Les moniteurs adjoints titulaires dont les noms suivent, déclarés admis à l'épreuve écrite du C.E.A.P. :*

- MM. Zancoura Camara, M.O.2, I.E.F. Bamako I;
Cheick M'Bara Diarra, M.A.6, I.E.F. Diré;
Jacques Kéita, M.A.5, I.E.F. Katibougou;
M^{me} Maïga, née Kadji Nialibouli, M.A.5, I.E.F. Mopti;
MM. Tahirou Traoré, M.A.3, I.E.F. Kayes;
Yoro Bouaré, M.O.1, I.E.F. Ségou;
Augustin Noïrot Bolly, M.A.5, I.E.F. Bamako III;
Alhader Ag Azar, M.A.5, I.E.F. Diré;
M^{me} Diombélé, née Fatimata Traoré, M.A.4, I.E.F. Mopti;
MM. Moussa Ly, M.A.5, I.E.F. Ségou;
Souleymane Sissoko, M.A.4, I.E.F. Bafoulabé.

II. - CERTIFICAT D'APTITUDE AUX FONCTIONS DE MONITEUR

a) *Les moniteurs adjoints stagiaires dont les noms suivent, titulaires du Diplôme des Centres Pédagogiques Régionaux :*

- MM. Sékou Diawara, I.E.F. Bamako I;
 Gaoussou Traoré, I.E.F. Bamako II;
 Djibril Diabaté, I.E.F. Bamako III;
 Baba Kassé, I.E.F. Bamako III;
 Abba Gourdo, I.E.F. Diré;
 Mamadou Kanté, I.E.F. Diré;
 Mamadou Tidiani Kéita, I.E.F. Diré;
 Salifou Kouyaté, I.E.F. Gao;
 M^{me} Doubia, née Awa Magassa, I.E.F. Kayes;
 MM. Ousmane Coulibaly, I.E.F. Kayes;
 Mamadou Coulibaly, I.E.F. Katibougou;
 Bédari Bâ, I.E.F. Mopti;
 Amadou Camara, I.E.F. Mopti;
 Daouda Koné, I.E.F. Mopti;
 Gaoussou Coulibaly, I.E.F. Mopti;
 Mamadou Samba Traoré, I.E.F. Mopti;
 Sambou Diarissou, I.E.F. Sikasso;
 M^{me} Christophe Koné, I.E.F. Sikasso;
 M. Sacko, née Diala, I.E.F. Bafoulabé;
 M^{me} Amadou Diabaté, I.E.F. Ségou;
 M. Bâ, née Haoussa Dicko, I.E.F. Ségou;
 M. Coumbéré, née Delphine Robert, I.E.F. Ségou;
 M^{me} Saïdou Kramoko Tall, I.E.F. Ségou;
 MM. Camara, née Fanta Camara, I.E.F. Bamako I;
 Lassana Diallo, I.E.F. Bamako II;
 Boubacar Coulibaly, I.E.F. Bamako III;
 Mamadou Lamine Sinayoko, I.E.F. Bamako III;
 Sadio Coulibaly, I.E.F. Diré;
 Bakary Sako, I.E.F. Diré;
 M^{me} Facou Diarra, I.E.F. Diré;
 M. Aoua Abdou, I.E.F. Gao;
 M^{me} Noumouké Bâ, I.E.F. Kayes;
 MM. Korotoumou Fofana, I.E.F. Katibougou;
 Mamadou Sinayoko, I.E.F. Katibougou;
 Mamadou Haïdara, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Yacouba Sanogo, I.E.F. Mopti;
 M. Khady Thiam, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Kadidia Diawara, I.E.F. Mopti;
 M. Modibo Barry, I.E.F. Sikasso;
 MM. Assitan Sakiliba, I.E.F. Sikasso;
 Amadou Ouologuem, I.E.F. Sikasso;
 Ibrahima Soumaré, I.E.F. Bafoulabé;
 Amadou Bâ, I.E.F. Ségou;
 Amadou Madani Touré, I.E.F. Ségou;
 Bakary Sanogo, I.E.F. Ségou;
 Gaoussou Traoré, I.E.F. Ségou;
 Sékou Boucounta Diarra, I.E.F. Ségou.

b) *Les moniteurs adjoints stagiaires dont les noms suivent, titulaires du C.F.E.C.N. ou déclarés admis à l'épreuve écrite du C.A.M. :*

- M. Kalifa Coulibaly, I.E.F. Bamako I;
 M^{me} Diallo, née Fanta Oumar Diallo, I.E.F. Bamako II;
 Diarra, née Alima Doubia, I.E.F. Bamako II;
 MM. Kéita, née Marie-Thérèse Ouédraogo, I.E.F. Bko II;
 Yorodian Sangaré, I.E.F. Bamako III;
 Cheick Victor Konaté, I.E.F. Bamako III;
 Youssouf Diané, I.E.F. Diré;
 Idrissa Guindo, I.E.F. Gao;
 Abo Dolo, I.E.F. Gao;
 Boubacar Koïta, I.E.F. Katibougou;
 Oumar Haïdara, I.E.F. Mopti;
 Allaye Diallo, I.E.F. Mopti;
 Bakary Niambélé, I.E.F. Sikasso;
 Bréhima Danioko, I.E.F. Sikasso;

- MM. Amadou Cissé, I.E.F. Sikasso;
 Amadou Samaké, I.E.F. Sikasso;
 M^{me} Kadiatou Samaké, I.E.F. Sikasso;
 M^{me} Diallo, née Founé Diarra, I.E.F. Sikasso;
 MM. Souleymane Touré, I.E.F. Kayes;
 Cyrille Konaté, I.E.F. Kayes;
 Ibrahim Touré, I.E.F. Kayes;
 Makan Niakaté, I.E.F. Bafoulabé;
 Kalil Bittar, I.E.F. Bafoulabé;
 Amadou Koné, I.E.F. Ségou;
 Hamidou Traoré, I.E.F. Ségou;
 Koniko Diarra, I.E.F. Ségou;
 N'Tio dit Jean-Marc Dembélé, I.E.F. Bamako II;
 M^{me} Sylla, née Salimata Konaté, I.E.F. Bamako II;
 MM. Mahamane Diabaté, I.E.F. Bamako II;
 Ibrahima Sory Koïta, I.E.F. Bamako III;
 M^{me} N'Diaye, née Maïmouna Sangaré, I.E.F. Bamako III;
 MM. Alpha Bocar Djeita, I.E.F. Diré;
 N'Tji Sangaré, I.E.F. Gao;
 Ibrahima Sallo Maïga, I.E.F. Gao;
 Aba Ould Mohamed Najim, I.E.F. Gao;
 Dama Ibrahima Sakho, I.E.F. Katibougou;
 Housséni Sabé, I.E.F. Mopti;
 Kola Waïgolo, I.E.F. Mopti;
 M^{me} Dicko, née Assa Diarra, I.E.F. Sikasso;
 MM. Drissa Traoré, I.E.F. Sikasso;
 Issak Sanogo, I.E.F. Sikasso;
 Baba Togola, I.E.F. Sikasso;
 Ali Diawara, I.E.F. Sikasso;
 Samou Konaté, I.E.F. Sikasso;
 Mamadou Tounkara, I.E.F. Kayes;
 Moussa Gounédy Cissoko, I.E.F. Kayes;
 Djikerbé Baba Magassa, I.E.F. Kayes;
 Michel Kakatsi, I.E.F. Bafoulabé;
 Jean Coulibaly, I.E.F. Bafoulabé;
 El Moctar Traoré, I.E.F. Ségou;
 Hassimi Soumbounou, I.E.F. Ségou;
 Mamadou Konaté, I.E.F. Ségou.

Secrétariat d'Etat à la Fonction publique et au Travail

813 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-1. — Par arrêté en date du 8 septembre 1965, la solde minimale des chefs d'arrondissement en service en République du Mali est fixée à 25.000 francs.

Ceux des agents dont la rémunération est inférieure à cette solde bénéficieront d'une indemnité différentielle. Sont pris en compte dans la détermination du traitement de base :

- La solde indiciaire;
 - L'indemnité de sujétion;
 - L'indemnité de résidence,
- en ce qui concerne les fonctionnaires.

Le salaire et le sursalaire, éventuellement, en ce qui concerne les agents relevant du Code du Travail.

Les indemnités à caractère familial et les indemnités de responsabilité ne sont pas prises en considération dans le calcul du salaire minimum de base fixé à 25.000 francs.

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa date de signature.

814 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5. — Par arrêté en date du 10 septembre 1965, un examen spécial, qui aura lieu les 25 et 26 novembre 1965 dans les chefs-lieux de région de la République, est ouvert à l'intention des diplômés de l'Ecole Nationale d'Administration du Mali (ancien régime 1959 et 1962) pour l'accès au corps des Secrétaires d'Administration.

Les épreuves et programmes sont ceux fixés en annexe du présent arrêté.

Les demandes de candidature, transmises par la voie hiérarchique, seront reçues à la Direction de la Fonction publique et du Personnel jusqu'au 30 octobre 1965 et doivent être accompagnées d'une ampliation ou copie de l'acte conférant le titre de diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration.

Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire. Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu une moyenne de 12/20.

Les commissions de surveillance sont fixées comme suit :

A Bamako

Président :

Le Directeur de la Fonction publique et du Personnel ou son représentant.

Membres :

Un instituteur ordinaire;
Deux secrétaires d'Administration.

Dans les autres centres

Président :

Le Gouverneur de région ou son représentant.

Membres :

Un instituteur ordinaire;
Un secrétaire d'Administration.

La commission de correction et de classement sera désignée ultérieurement.

PROGRAMME DE L'EXAMEN SPECIAL D'ACCES DANS LE CORPS DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION DU MALI

L'examen comportera quatre épreuves écrites

1° Une épreuve de culture générale portant sur la philosophie ou la morale (durée 4 heures), coefficient 2;

2° Une composition de droit public sur un sujet se rapportant aux institutions politiques et administratives de la République du Mali (durée 3 heures), coefficient 2;

3° Une composition d'économie politique (durée 3 heures), coefficient 1;

4° Une composition se rapportant à la rédaction d'un rapport administratif (durée 3 heures), coefficient 1.

Chaque épreuve sera cotée de 0 à 20 et chaque note sera multipliée par le coefficient affecté à l'épreuve.

Toute note inférieure à 7/20 est éliminatoire.

Nul ne peut être admis s'il n'a obtenu une moyenne d'au moins 12/20.

815 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5. — Par arrêté en date du 10 septembre 1965, un examen spécial, qui aura lieu les 22 et 23 novembre 1965 à Bamako et à Paris, est ouvert à l'intention des anciens élèves de l'Ecole Fédérale d'Administration et de l'Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer (promotion 1959-1960) pour l'accès au corps des Administrateurs civils.

Les épreuves et programmes sont ceux fixés en annexe du présent arrêté.

Les demandes de candidature, transmises par la voie hiérarchique, seront reçues à la Direction de la Fonction publique et du Personnel jusqu'au 30 octobre 1965 et doivent être accompagnées d'une ampliation ou copie de l'acte conférant le titre d'anciens élèves de ces établissements.

Toute note inférieure à 7 sera éliminatoire. Nul ne peut être déclaré admis s'il n'a obtenu une moyenne de 12/20.

Les commissions de surveillance sont fixées comme suit :

A Bamako

Président :

Le Ministre de la Fonction publique ou son délégué.

Membres :

Un administrateur civil;
Un inspecteur des Affaires administratives.

A Paris

Président :

L'Ambassadeur du Mali ou son représentant.

Membres :

Le premier conseiller;
Le conseiller culturel.

La commission de correction et de classement sera désignée ultérieurement.

PROJET DE PROGRAMME DE CONCOURS PROFESSIONNEL POUR L'ACCES AU CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS DU MALI

(Concours spécial du 22 novembre 1965)

1° Droit public.

A. - Droit constitutionnel

— Définition. Les principes généraux du droit constitutionnel. Les grands systèmes constitutionnels dans l'espace et dans le temps. Les libertés publiques.

— La Constitution du Mali. Principes, origines historiques. Le Gouvernement. Le Parlement. Le Président de la République.

Principe de la séparation des pouvoirs. Application au Mali.
— Les structures politiques du Mali. Le Parti.

B. - Droit administratif

But, principes généraux, histoire du droit administratif. notions de droit administratif comparé.

— Le droit administratif malien.

— L'organisation administrative, administration centrale : les principaux services centraux et les départements ministériels.

- La déconcentration, la décentralisation.
- Autorités décentralisées : régions, cercles, arrondissements, textes attributifs de compétence.
- Le contentieux administratif, la Cour Suprême, sa section Administrative, composition, organisation, compétence.

2^o Droit privé.

A. - Droit civil

- Introduction à l'étude du droit civil, origines et sources du droit civil malien moderne. Notions de droit civil comparé. Le droit, les droits, droit subjectif, droit objectif. Les grandes divisions du droit civil.
- Le Code malien du Mariage et de la tutelle.
- Les biens, régime de la propriété foncière.
- Les obligations et contrats.

B. - Droit judiciaire privé

- a) L'organisation judiciaire du Mali. Les différentes catégories de juridictions, organisation, compétence, procédure;
- b) Le Code malien de Procédure civile, commerciale et sociale.

3^o Economie politique.

- Les différentes doctrines économiques, leur histoire. Les régimes économiques et leur évolution.

La production et le revenu national.

- Théories de la valeur et des prix. L'offre et la demande. Formation du prix en régime de monopole, de concurrence.

Théories marxistes de la valeur et des prix.

- La monnaie, histoire, organisation bancaire. Les banques d'émission. Les banques de dépôt. Inflation, déflation. Crédit, politique du crédit. L'organisation monétaire et bancaire des pays socialistes. La Banque de la République du Mali.

La répartition du revenu national.

- Le commerce international et les changes. Législation et contrôle des changes au Mali.

- Notions d'économie marxiste. Théorie marxiste du capital. Le dirigisme. L'économie planifiée.

- Le facteur démographique. Notions élémentaires de démographie. Population et ressources.

Finances publiques

- Aspects économiques et politiques des finances publiques. La technique budgétaire. Les différents budgets au Mali. Budget de fonctionnement et budget d'investissement. Budget national et budgets régionaux. Les budgets annexes et autonomes. Situation des Entreprises et Sociétés d'Etat au regard du budget. La Banque de la République du Mali et le budget.

- Les finances publiques à l'étranger (Grande Bretagne, Etats-Unis, France, U.R.S.S.).

- Le fiscalité : évolution historique de l'impôt. Les différents impôts, assiette, recouvrement. Le régime fiscal au Mali.

- Le trésor : histoire, rôle, organisation, fonctionnement.

- Le trésor et la Banque de la République du Mali.

- Comptabilité publique : règles de la comptabilité publique. L'ordonnancement. Les comptables. Les caissiers. L'ordonnance n° 46 bis. Le contrôle comptable. La section des comptes de la Cour Suprême.

Par arrêtés en date des :

- 6 septembre 1965. — M. Nakidia Bengaly, de nationalité malienne, titulaire de la licence ès-Sciences économiques, est intégré dans la Fonction publique malienne et mis à la disposition du Ministre des Travaux publics, des Communications et de l'Energie, pour servir au Secrétariat Général des Transports.

- M. Nakidia Bengaly est assimilé, au point de vue solde et accessoires de solde, à un professeur licencié 1^{er} échelon.

- Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

7 septembre 1965. — Les moniteurs auxiliaires dont les noms suivent, définitivement admis au diplôme des Centres Pédagogiques Régionaux (D.C.P.R.), « mention instituteurs adjoints », sont intégrés dans le cadre commun supérieur de l'Enseignement de la République du Mali en qualité d'instituteurs adjoints stagiaires :

Pour le grade d'instituteur adjoint stagiaire

- MM. Abdel Kader Coulibaly, région de Bamako;
- Bassidy Tangara, région de Bamako;
- Bangaly Kanté, région de Bamako;
- Bouréhima Koïta, région de Bamako;
- Amadou Boly, région de Bamako;
- Mamadou Yaya Traoré, région de Bamako;
- M^{mes} Fatimata Kéita, région de Bamako;
- Sira Samba Diallo, région de Bamako;
- Fadiala Coulibaly, région de Bamako;
- MM. Fadiala Coulibaly, région de Bamako;
- Batio Touré, région de Bamako;
- M^{me} Awa Tounkara, région de Bamako;
- MM. Cheick Dembélé, région de Bamako;
- Gaoussou Traoré, région de Bamako;
- Nampori Konaté, région de Bamako;
- Djibril Sissoko, région de Bamako;
- Oumar Cissé, région de Bamako;
- Abdoulaye Diarra, région de Bamako;
- M^{me} Kadia Diallo, région de Bamako;
- MM. Birama Diakité, région de Bamako;
- Namdy dit Hamidou Konaté, région de Bamako;
- Malick Kéita, région de Bamako;
- Pierre Kéita, région de Bamako;
- Biranté Niakaté, Bamako;
- Amadou Ouologuem, Bamako;
- Abdourahmane Diallo, Bamako;
- Aly Togo, Bamako;
- Hamady Traoré, Bamako;
- Lassana Sidibé, Bamako;
- Karambé Diaby, Bamako;
- M^{me} Sangaré, née Noga Sidibé, Bamako;
- MM. Azaz Ag Loudagdag, Gao-Diré;
- Amadou Touré, Gao-Diré;
- Almoustapha Abba, Gao-Diré;
- Bacary Sako, Gao-Diré;
- Yéro Kola, Gao-Diré;
- Ahmed Ag Ibrahim, Gao-Diré;
- Amadou Djiga, Gao-Diré;
- Elhadji Waigolo, Gao-Diré;
- Moussa Seybou, Gao-Diré;
- Moro Bagayoko, Gao-Diré;
- Kéba Sissoko, Gao-Diré;
- Assékou Ibrahima, Gao-Diré;
- Mamadou Haïrane Maïga, Gao-Diré;
- Samba Diallo, Kayes;
- Alassane Guissé, Kayes;
- Salia Coulibaly, Kayes;
- M^{me} Kadialla Coulibaly, Kayes;
- MM. Koly Kéita, Kayes;
- Ousmane Saganoko, Kayes;
- Abdoulaye Diancoumba, Kayes;
- Souleymane Konaté, Kayes;
- Maciga Laïco Traoré, Kayes;
- Guédiouma Sanogo, Kayes;
- M^{me} Sallé Konté, Kayes;
- M. Bakary Diarra, Kayes;
- M^{me} Bassiata Traoré, Kayes;
- MM. Nansamory Diabaté, Kayes;
- Souleymane Diallo, Kayes;
- Idrissa Diarra, Kayes;
- Alassane Bagayoko, Kayes;
- Kardigué Laïco Traoré, Kayes;

MM. Mamadou Soumaré, Kayes;
 Fatogoma Dissa, Kayes;
 Amadou Camara, Kayes;
 M^{me} Bagayoko, née Bintou Diakité, Kayes;
 MM. Modibo Kane Sissoko, Ségou;
 Dramane Diarra, Ségou;
 Yorodian Samaké, Ségou;
 Aboubacar Kondo, Ségou;
 Diakaridia Traoré, Ségou;
 Hamadoun Nadio, Mopti;
 Ousmane Sall, Mopti;
 Baréma Djoum, Mopti;
 Adama Kane, Mopti;
 Bakari Dembélé, Mopti;
 Moussa Sangaré, Mopti;
 Samba Traoré, Mopti;
 Yacouba Kéita, Mopti;
 Nanou Dolo, Mopti;
 Ibrahima Sokona, Mopti;
 Amadou Sissoko, Mopti;
 Mamadou Sissoko, Mopti;
 Mamadou Koné, Mopti;
 Oumar Konipo, Mopti;
 Idrissa Koné, Mopti;
 Mamadou N'Diaye, Mopti;
 Dramane Traoré, Mopti;
 Daga Sissoko, Mopti;
 Sidiki Berthé, Mopti;
 Djibril Sissoko, Mopti;
 Abdoulaye Coulibaly, Sikasso;
 Issa Konaté, Sikasso;
 Ichiaka Koné, Sikasso;
 Bamory Diakité, Sikasso,
 moniteurs auxiliaires.

Les moniteurs auxiliaires dont les noms suivent, définitivement admis au Diplôme des Centres Pédagogiques Régionaux (D.C.P.R.), « mention moniteurs adjoints », sont intégrés dans le cadre commun secondaire de l'Enseignement de la République du Mali en qualité de moniteurs adjoints stagiaires :

Pour le grade de moniteur adjoint stagiaire

MM. Aliou Diagné, Bamako;
 Chouaïbou Diakité, Bamako;
 Lassana Maro, Bamako;
 Youssouf Koné, Bamako;
 Daouda Soumountéra, Bamako;
 Ibrahim Bathily, Bamako;
 Cheick Bougadari Tounkara, Bamako;
 Mady Sissoko, Bamako;
 Tidiani Diallo, Bamako;
 Souleymane Traoré, Bamako;
 Mohamed Siby, Bamako;
 M^{me} Haoua Traoré, Bamako;
 MM. Djiguiba Dembélé, Bamako;
 Moussa Sy, Bamako;
 Ibrahima Coulibaly, Bamako;
 Boubackar Sangaré, M.E.N., Bamako;
 M^{me} Kadia Cissé, Bamako;
 Adama Sanogo, Bamako;
 Talibé Dembélé, Bamako;
 Gaoussou Konaté, Bamako;
 M^{me} N'Diaye, née Fanta Camara, Bamako;
 M. Amadou Fambougouri Traoré, Bamako;
 M^{me} Kayo, née Nana Samaké, Bamako;
 MM. Sidik Koné, Bamako;
 Mamadou Gaoussou Traoré, Bamako;
 Abou Traoré, Bamako;
 Mamadou Sacko, Bamako;
 Salim Camara, Bamako;

MM. Boubacar Sangaré Tinkélé, Bamako;
 Mamadou Berthé, Bamako;
 Yaya Camara, Bamako;
 Oumar Djittéye, Bamako;
 Abdoulaye Boré, Bamako;
 Youssouf Cissé, Bamako;
 M^{me} Mariam Tounkara, Bamako;
 Oumou Kéita, Bamako;
 M. Cheickna Diarra, Bamako;
 M^{me} Touré, née Oumou Diagouraga, Bamako;
 Yaro, née Kadiatou N'Diaye, Ségou;
 MM. Abdoulaye Diallo, Gao;
 Boubacar Hamil, Gao;
 Cyriaque Dembélé, Gao;
 Kalane Koba, Gao;
 Mamadou Diarra, Gao;
 Issa Cissé, Gao;
 Hamaye Mahamane, Gao;
 Youssouf Tontoni, Gao;
 Nashaud Barazi, Gao;
 Bréhima Dansoko, Kayes;
 Boubacar Diallo, Kayes;
 Samba Konaré, Kayes;
 Soma Togola, Kayes;
 Mamadou Farougou Diallo, Kayes;
 Tidiani Traoré, Kayes;
 Noumou Diallo, Kayes;
 Djibrill Bagayoko, Kayes;
 Ousmane Cissé, Kayes;
 Dramane Sy, Kayes;
 Hamadi Moussa Boly, Kayes;
 Salif Diakité, Kayes;
 Souleymane Macina, Kayes;
 Baba Nimaga, Ségou;
 Yacouba Mahamoudou Maïga, Ségou;
 Soungalo Diarra, Ségou;
 Ibrahima Tamboura, Ségou;
 Bacary Sissoko, Ségou;
 Ousmane Touré, Ségou;
 Adama Sissoko, Ségou;
 Amadou Diadié Touré, Ségou;
 Ousmane Koné, Ségou;
 Oumar Ouédraogo, Ségou;
 Massa Traoré, Ségou;
 Békaye Coulibaly, Ségou;
 Moussa Traoré, Ségou;
 Issa Doumbia, Ségou;
 Kasmilien Koné, Ségou;
 Ibrahima Tienta, Ségou;
 Mamadou Lamine Diarra, Ségou;
 Cheick Oumar Traoré, Ségou;
 Amadou Batoma Koné, Ségou;
 Younoussou Sow, Ségou;
 Samba Bah, Ségou;
 Nouhoum Landouré, Ségou;
 Abraham Maïga, Ségou;
 Yoguié Dolo, Mopti;
 Lassana Coulibaly, Mopti;
 Dramane Kéita, Mopti;
 Bakary Maïga, Mopti;
 Badissé Coulibaly, Mopti;
 Tahirou Koné, Sikasso;
 Kalilou Dagnoko, Sikasso;
 Abdou Diarra, Sikasso;
 Mama Doumbia, Sikasso;
 Daouda Diarra, Ségou,
 moniteurs auxiliaires.

Les intéressés restent maintenus à leur ancien poste.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} juillet 1965.

8 septembre 1965. — M. Tiéba Coulibaly, adjoint technique mécanicien principal 3^e échelon, précédemment en service au Garage administratif à Bamako, est placé en position de détachement auprès de la Régie des Transports du Mali, pour une période de cinq ans renouvelable (régularisation).

Pendant la durée de son détachement, M. Tiéba Coulibaly sera astreint au versement de la contribution de 6 % pour la Caisse des Retraites.

Le versement de la contribution complémentaire de 12 % sera à la charge du service employeur.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} janvier 1962.

La décision n° 4.298 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-3 du 16 septembre 1963 portant suspension du salaire de M. Moussa Magassa, alors commis journalier 7^e catégorie de la Convention collective Fédérale du Commerce, est abrogée à compter du 23 juillet 1963.

A titre de régularisation, la solde de M. Moussa Magassa, incarcéré le 13 juillet 1963, précédemment en service aux Domaines à Kayes, intégré commis de 2^e classe 1^{er} échelon des Services administratifs, financiers et comptables le 23 juillet 1963, est suspendue à compter de cette même date.

A partir de la date de sa libération définitive sur le plan judiciaire, M. Moussa Magassa est suspendu de ses fonctions en vue de sa traduction éventuelle devant un conseil de discipline.

Dans l'une et l'autre positions, M. Moussa Magassa conserve la totalité des allocations à caractère familial.

M. Birama Kéita, pharmacien d'Etat adjoint 4^e échelon, précédemment en service à la Banque du Sang à Bamako, est traduit devant un conseil de discipline composé comme suit :

Président :

Le Directeur de la Fonction publique et du Personnel ou son représentant.

Membres :

MM. Mamadou Sylla, commis des Services administratifs, financiers et comptables de 2^e classe 3^e échelon, en service au Ministère de la Santé, représentant le Ministre de la Santé;
Noumoucounda Konaté, pharmacien 3^e échelon;
Yaya Fofana, médecin adjoint 4^e échelon.

M. Noumoucounda Konaté remplira d'office les fonctions de rapporteur. Le conseil se réunira sur convocation de son Président pour statuer sur le cas de M. Birama Kéita.

Les questions à poser, à l'exclusion de toutes autres, sont les suivantes :

Première question : Est-il exact que M. Birama Kéita a abandonné son poste pour se rendre en France depuis le 31 juillet 1965 sans autorisation ?

Deuxième question : Ce fait constitue-t-il un manquement grave à la discipline ?

Si oui à ces deux questions, ou à l'une d'elles, M. Birama Kéita est-il passible de l'une des sanctions disciplinaires énumérées à l'article 46 de la loi n° 61-57 A.N.-R.M. du 15 mai 1965 pour l'application desquelles l'avis du conseil de discipline est requis ?

Quatrième question : Dans l'affirmative, laquelle ?

13 septembre 1965. — Les agents dont les noms suivent, de nationalité malienne, définitivement admis au Diplôme des Centres Pédagogiques Régionaux (mention « instituteurs adjoints »), sont intégrés dans le cadre commun supérieur de l'Enseignement de la République du Mali en qualité d'instituteurs adjoints stagiaires.

Ils sont mis à la disposition des Gouverneurs de régions ci-après :

Région de Bamako

- M^{mes} Bintou Haïdara;
Fatoumata Baba Sacko;
Fanta Malinké;
M^{mes} Sidibé, née Nousse Diakité;
Gadiaga, née Sinidia Traoré;
Sy, née Fatoumata Diakité;
MM. Birama Sidibé;
Seydou Doumbia;
Siré Tall;
Fadigua Sissoko;
Abdoul Touré;
Baïry Diakité;
Malamine Sidi Kounta;
Sita Kéita;
Adama Dembélé;
Seydou Kouyaté;
Mama Diakité;
Issa Coulibaly;
M^{me} Siga Kouyaté;
M. Boubacar Fatoga Ouattara;
M^{me} Oumou Sall;
M. Bakary Doucouré;
M^{mes} Modière Sidibé;
Aïssata Bâ;
MM. Mamadou Kanté;
Makan Sacko;
Djita Traoré.

Région de Mopti

- M^{mes} Rokiatou Coulibaly;
Sémoulou Sidibé;
MM. Kadio Touré;
Thiamba Sylla;
Modibo Sako;
Moussa Maïga;
Bakary Koïta;
Mamadou Amadou Dembélé;
Boubacar Sidibé;
Sidiky Traoré;
Sidi Goïta;
Kassoum Traoré;
Mamadou Sissoko;
Ténéamakan Kéita;
Nouhoum Tounkara;
Hama Demba Tamboura;
M^{mes} Aïssata Thienta;
Oumou Mariko;
M. Ousmane Sylla;
M^{me} Bocoum, née Awa Koïta.

Région de Ségou

- M^{me} Aminata Mignan Coulibaly;
MM. Bandiougou Christophe Doumbia;
Aligui Sangarba;
François Xavier Dakono;
Kélékouma Idrissa Sangaré;
Ibrahima Koné, C.P.R. Banankoro;
Mougnon Mounkoro;

MM. Drissa Djiré;
Moussa Sidibé;
Balla Sako;
M^{mes} Safiatou Cissé;
Oumou Diawara;
Kadiatou Sarro;
Honorine Soton;
Awa Sintédia Diakité;
MM. Salif Bèye;
Mahamadou Kouyaté;
M^{me} Oumou Faye;
MM. Abdoul Karim Touré;
Boubacar Wélé Diallo;
Mariam Kéita;
Malamine Sidi Kounta.

Région de Kayes

MM. Assounouga Kéita;
Aliou Diakité;
Mamadou Coulibaly;
Abdoul Karim Tounkara;
Hama Touré;
Fousseïni Cissoko;
M^{mes} Mariam Diakité;
Aminata Aw;
Oumy Bâ Diarra;
MM. Nio Dao;
Dramane Sidibé;
M^{mes} Aminata Diarra;
Fadima Coulibaly;
Oumou Diallo;
MM. Mamadou Lamine Camara;
Mamadou Souleymane Traoré;
Karamoko Camara;
Ibrahima Koné, C.P.R. Bamako;
Aly Sidibé;
Mamady Fodé Kéita;
M^{me} Diarra, née Maïmouna Diakité;
M^{mes} Fatou N'Diaye;
Maïmouna Camara;
Kadiatou Cissé;
Siotan Sanogo;
Henriette Diarra;
Assa Samaké.

Région de Gao

MM. Samou Kéita;
Tibou Kelly;
Moussa Doundey;
Yaya Diarra;
Diadié Diawara;
Cheick Touré;
Boubacar Traoré;
Ibrahima Djindô;
Biram Camara;
Moctar Traoré;
Adamodi Bâ;
Abdoul Kouyaté;
M^{me} Awa Fako Diakité (Mari-Gao);
MM. Oumar Touré;
Gaoussou Camara;
Souleymane Traoré;
Bréhima Sissouma;
M^{mes} Fatoumata Koïta;
Diénéba Yattara;
Mariam Traoré;
Djénéba Cissé;
Téréna Kanté;
Hamsatou Boré;

M^{mes} Paula Souko;
Ahmoudou Boncani;
MM. Mafily Diallo;
Sogoba Kouyaté.

Région de Sikasso

M^{mes} Aminata Traoré;
Bintou Coulibaly;
Oumou Malé;
Kinty Diallo;
MM. Lancina Ouattara;
Chiaka Coulibaly;
Flatié Koné;
Idrissa Coulibaly;
Amadou Ibrahima Diakité;
Koudjou Sanogo;
Moussa Traoré n° 1;
Niara Diarra;
Abdoulaye Dembélé;
Dianka Diarra;
Niguizanga Dembélé;
Moussa Kéita;
Nicolas Sidibé;
M^{me} Aissata Niambélé n° 1;
M. Mari Diarra;
M^{mes} Fatimata Kelly;
Inaïssa Tall.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

14 septembre 1965. — Sont inscrits au tableau d'avancement, au titre des années 1964 et 1965, les fonctionnaires du corps supérieur des Chefs de Bureau ou Secrétaires d'Administration dont les noms suivent :

AU TITRE DE L'ANNÉE 1964

*Pour le grade de chef de bureau
ou secrétaire d'Administration principal 1^{er} échelon*

MM. Alpha Nouhoum Kassambara, Gouvernorat Kayes, pour compter du 1-1-64;
Moussa Diallo, cercle Niono, p. compter du 2-11-64;
Boukhary Diawara, D.F.P.P., p. compter du 1-4-64,
chefs de bureau ou secrétaires d'Administration de 1^{re} classe 3^e échelon.

*Pour le grade de chef de bureau
ou secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon*

M. Amadou Koïta, M. Affaires étrangères, p. compter du 1-7-64, chef de bureau ou secrétaire d'Administration de 2^e classe 3^e échelon.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1965

*Pour le grade de chef de bureau ou secrétaire
d'Administration principal de classe exceptionnelle*

M. Ya Doumbia, Ambassade du Mali à Paris, pour compter du 1-1-65, chef de bureau ou secrétaire d'Administration principal de 3^e échelon.

*Pour le grade de chef de bureau
ou secrétaire d'Administration principal 1^{er} échelon*

MM. Bakara Diallo, Gouvernorat Gao, pour compter du 1-10-65;
Vamara Sanogo, Min. Finances, p. compter 1-10-65;
Youssouf Traoré, cercle Kayes, p. compter 1-10-65;
Alhousséini Batta, Min. Finances, pour compter du 23-8-65;

- MM. Gourdo Sow, Min. Affaires étrangères, p. compter du 1-10-65;
 Dama Diarrioso, Min. Finances, p. compter 1-10-65;
 Ladji Sanogo, D.F.P.P., pour compter du 1-10-65;
 Issa Traoré, M.E.N., pour compter du 1-1-65;
 Mama Koureissi, cercle Nioro, pour compter 1-1-65;
 Mamadou Fadiala Kéita, Min. T.P., pour compter du 1-10-65;
 Ousmane Sy, M.E.N., pour compter du 1-1-65;
 Mady Founé Sissoko, cercle Banamba, pour compter du 3-9-65;
 Sinaly Théra, M. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65;
 Paul Hamedat, Pharmappro., pour compter 1-1-65;
 Mohamed Abdoulaye Dicko, Pharmappro., pour compter du 1-1-65;
 M'Pié Koné, I.E. fondamentale, p. compter 1-5-65;
 Sidy Kinta, Gouv. rég. Bamako, p. compter 2-11-65;
 Balla Dembélé, Office Niger, p. compter 1-10-65;
 Koman Fadiala Kéita, cercle Dioïla, pour compter du 1-10-65;
 N'Faly Kéita, Trésor Bamako, pour compter du 1-10-65;
 Kalsoum Sinenta, Min. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65;
 Dougoudié Dolo (hors cont.), Min. Développement, pour compter du 1-1-65;
 Gabou Diawara (hors cont.), député Assemblée nationale, pour compter du 1-10-65;
 Gabriel Kéita (hors cont.), E.N.A.M., pour compter du 1-10-65;
 Mamadou Allagny Traoré (hors cont.), M. Finances, pour compter du 1-10-65;
 Mamadou Mariko (hors cont.), E.N.A.M., pour compter du 1-1-65,
 chefs de bureau ou secrétaires d'Administration de 1^{re} classe 3^e échelon.

Pour le grade de chef de bureau

ou secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- MM. Hadji Sangaré n° 2, Présidence Koulouba, pour compter du 1-10-65;
 Kountou Coulibaly, C. financier, p. compter 1-10-65;
 Kalifa Traoré, c. Bamako, pour compter 1-10-65;
 Oumar Cissé, S.O. Défense, pour compter 1-10-65;
 Moussa Tounkara, cercle Goundam, p. c. 1-10-65;
 Sidiki Sow, M. Finances, pour compter du 1-10-65;
 Sidi Konaté, S.E.F.P.T., pour compter du 1-10-65;
 Mamadou Boubacar Kanté, Min. Intérieur, pour compter du 1-10-65;
 Bandiougou Camara, Min. Intérieur, pour compter du 1-10-65;
 Ibrahima Pelcoulba, B. Courrier Présidence, pour compter du 1-10-65;
 Abdoulaye Boré, S.O. Sikasso, pour compter 1-10-65;
 Toumani Sidibé, C. financier, pour compter 1-10-65;
 Affo Samba Sow, Min. Plan, pour compter 1-10-65;
 Mamadou Lamine Samaké, Gouv. rég. Bamako, p. compter du 1-10-65;
 Abdoulaye Maïga, cercle Macina, pour compter du 1-10-65;
 Ousmane Cissé, c. Bougouni, p. compter 1-10-65;
 Ibrahima Coulibaly, cercle Douentza, pour compter du 1-10-65;
 Mohamadou Mohamadoun Sall, cercle Tombouctou, pour compter du 1-10-65;
 Souleymane Kondé, H.C.J.S., p. compter 1-10-65;
 Bassidi Dembélé, Gouv. rég. Sikasso, p. compter du 1-10-65;

- MM. Amadou Kassé, cercle Koro, pour compter 1-10-65;
 Housseyni Sidibé, c. Ténenkoun, p. compter 1-10-65;
 Alpha Diaw, M.E.N., pour compter 1-1-65, R.S.M. 3 ans;
 Gabriel Coulibaly, cercle Bafoulabé, pour compter du 1-10-65;
 Mory Coulibaly, cercle Macina, p. compter 1-10-65;
 Birama Sidibé, cercle Kayes, pour compter 1-10-65;
 Kaba Camara, Min. Santé, pour compter du 1-10-65;
 M'Pamara Doucouré, Lycée J. Filles Bamako, pour compter du 1-10-65;
 Demba N'Diaye, Assemblée nationale, p. compter du 1-10-65;
 Garan Fabou Kouyaté, M. Plan, p. compter 1-10-65;
 Mamadou Chérif Diakité, OCINAM, pour compter du 1-10-65;
 Oumar Diawara, D.F.P.P., p. compter du 1-1-65;
 Mady Kanté, M. Information, p. compter du 1-1-65;
 Cheick Aw, c. Sikasso, pour compter du 13-5-65;
 Sagaïdou Fily Maïga, Institut Sciences humaines, pour compter du 1-1-65;
 Kalilou Ouattara, Kati, pour compter du 1-10-65;
 Namaké Diawara, Min. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65;
 Tiémoko Traoré, Ségou, pour compter du 1-10-65;
 Cheick Kadry Sangaré, P.C.G. (Permanence), pour compter du 2-11-65;
 Sékou Maré, Min. T.P., pour compter du 1-10-65;
 Dramane Diakité (hors cont.), B.M.C.D., pour compter du 1-1-65,
 chefs de bureau ou secrétaire d'Administration de 2^e classe 3^e échelon.

Sont promus, au titre des années 1964 et 1965, les fonctionnaires du corps supérieur des Chefs de Bureau ou Secrétaires d'Administration dont les noms figurent ci-après :

AU TITRE DE L'ANNÉE 1964

Au grade de chef de bureau ou secrétaire d'Administration principal 1^{er} échelon

- MM. Alpha Nouhoum Kassambara, Gouv. région Kayes, pour compter du 1-1-64;
 Moussa Diallo, cercle Nioro, pour compter 2-11-64;
 Boukhary Diawara, D.F.P.P., p. compter du 1-4-64,
 chefs de bureau ou secrétaires d'Administration de 1^{re} classe 3^e échelon.

Au grade de chef de bureau ou secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- M. Amadou Koïta, Min. Affaires étrangères Bamako, pour compter du 1-7-64, chef de bureau ou secrétaire d'Administration de 2^e classe 3^e échelon.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1965

Au grade de chef de bureau ou secrétaire d'Administration principale de classe exceptionnelle

- M. Ya Doumbia, Amb. Mali Paris, p. compter 1-1-65, chef de bureau ou secrétaire d'Administration principal 3^e échelon.

Au grade de chef de bureau ou secrétaire d'Administration principal 1^{er} échelon

- MM. Bakara Diallo, Gv. région Gao, p. compter 1-10-65;
 Vamara Sanogo, M. Finances, pour compter 1-10-65;
 Youssouf Traoré, cercle Kayes, p. compter 1-10-65;

MM. Alhousseini Batta, M. Finances, p. compter 23-8-65; Gourdo Sow, M. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65; Dama Diarisso, M. Finances, p. compter 1-10-65; Ladj Sanogo, D.F.P.P., pour compter du 1-10-65; Issa Traoré, M.E.N., pour compter du 1-6-65; Mama Koureissi, cercle Nioro, pour compter 1-1-65; Mamadou Fadiala Kéita, M.T.P., p. compter 1-10-65; Ousmane Sy, M.E.N., pour compter du 1-1-65; Mady Founé Sissoko, c. Banamba, p. c. du 3-9-65; Sinaly Théra, M. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65; Paul Hamedat, Pharmappro., p. compter du 1-1-65; Mohamed Abdoulaye Dicko, Pharmappro., pour compter du 1-1-65; M'Pié Koné, I.E. fondamental, p. compter 1-5-65; Sidi Kinta, Gv. r. Bamako, pour compter 2-11-65; Balla Dembélé, Office Niger, p. compter 1-10-65; Koman Fadiala Kéita, c. Dioïla, p. compter 1-10-65; Dougoudié Dolo, M. Développement, p. c. 1-1-65; Gabou Diawara, député Ass., p. compter 1-10-65; Gabriel Kéita, E.N.R.M., pour compter du 1-10-65; Mamadou Allagny Traoré, Min. Finances, pour compter du 1-10-65; Mamadou Marico, Trésor Bamako, p. c. du 1-10-65, chefs de bureau ou secrétaires d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Au grade de chef de bureau ou secrétaire d'Administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon

MM. Hadji Sangaré n° 2, Présidence, p. compter 1-10-65; Kountou Coulibaly, C. financier, p. compter 1-10-65; Kalifa Traoré, c. Bamako, pour compter du 1-10-65; Oumar Cissé, S.E. Défense, pour compter 1-10-65; Moussa Tounkara, c. Goundam, p. compter 1-10-65; Sidiki Sow, Min. Finances, p. compter du 1-10-65; Sidi Konaté, S.E.F.P.T., pour compter du 1-10-65; Mamadou Boubacar Kanté, Min. Intérieur, pour compter du 1-10-65; Bandiougou Camara, M. Intérieur, p. c. du 1-10-65; Ibrahima Pelcoulba, B. Courrier, p. c. du 1-10-65; Abdoulaye Boré, S. O. Sikasso, p. compter 1-10-65; Toumani Sidibé, D. Finances, p. compter 1-10-65; Affo Samba Sow, Min. Plan, pour compter 1-10-65; Mamadou Lamine Samaké, Gv. r. Bamako, pour compter du 1-10-65; Abdoulaye Maïga, c. Macina, pour compter 1-10-65; Ousmane Cissé, Bougouni, pour compter 1-10-65; Ibrahima Coulibaly, c. Douentza, p. c. du 1-10-65; Mohamadou Mohamadoun Sall, cercle Tombouctou, pour compter du 1-10-65; Souleymane Kondé, H.C.J.S., p. compter du 1-10-65; Bassidi Dembélé, Sikasso, pour compter 1-10-65; Amadou Kassé, c. Koro, pour compter du 1-10-65; Housseyni Sidibé, c. Ténenkou, p. compter 1-10-65; Alpha Diaw, M.E.N., pour compter du 1-1-65, R.S.M. 3 ans; Gabriel Coulibaly, c. Bafoulabé, p. c. du 1-10-65; Mory Coulibaly, c. Macina, pour compter 1-10-65; Birama Sidibé, c. Kayes, pour compter du 1-10-65; Kaba Camara, Min. Santé, pour compter du 1-10-65; M'Pamara Doucouré, Lycée Jeunes Filles Bamako, pour compter du 1-10-65; Demba N'Diaye, Assemblée nationale, pour compter du 1-10-65; Garan Fabou Kouyaté, D. Plan, p. c. du 1-10-65; Mamadou Chérif Diakité, OCINAM, p. c. 1-10-65; Oumar Diawara, D.F.P.P., pour compter du 1-1-65; Mady Kanté, M. Information, p. compter du 1-1-65; Cheick Aw, c. Sikasso, pour compter du 13-5-65;

MM. Sagaidou Fily Maïga, Institut Sciences Humaines, pour compter du 1-1-65; Kalilou Ouattara, Kati, pour compter du 1-10-65; Namaké Diawara, Min. Affaires étrangères, pour compter du 1-10-65; Tiémoko Traoré, Ségou, pour compter du 1-10-65; Cheick Kadry Sangaré, P.C.G. (Permanence), pour compter du 2-11-65; Sékou Maré, Min. T.P., pour compter du 1-10-65; Dramane Diakité, B.M.C.D., pour compter 1-10-65, chefs de bureaux ou secrétaires d'Administration de 2^e classe 3^e échelon.

15 septembre 1965. — Par dérogation aux règles statutaires, M. Mamadou Sangaré, en service au Ministère des Affaires étrangères, assimilé à un greffier de 1^{re} classe 1^{er} échelon depuis le 26 décembre 1964, est intégré dans le corps des Greffiers et nommé à compter de cette date greffier de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

M. Mamadou Samba Diarra, contrôleur du Travail de 2^e classe 2^e échelon, est nommé Directeur national du Travail et de la Sécurité sociale par intérim.

Le présent arrêté prend effet à compter du 20 août 1965, date de prise de service de l'intéressé.

Sont inscrits au tableau d'avancement, au titre des années ci-après, les infirmiers du Service des Grandes Endémies dont les noms suivent, par ordre de mérite :

AU TITRE DE L'ANNÉE 1962

Pour le grade d'infirmier principal de classe exceptionnelle

MM. Paté Maïga, pour compter du 1-7-62; Birama Diakité, pour compter du 1-1-62.

Pour le grade d'infirmier principal 1^{er} échelon

MM. Andiouro Guindo, pour compter du 1-10-62; Nama Magassa, pour compter du 1-10-62; Noumou Sissoko, pour compter du 1-1-62; Baba Sow, pour compter du 1-1-62.

Pour le grade d'infirmier ordinaire 1^{er} échelon

MM. Batié Dombia, pour compter du 18-7-62; Mansa Traoré, pour compter du 18-7-62; Bréhima Kalilou Diakité, pour compter du 1-7-62; Niani Traoré, pour compter du 19-7-62; Siratigui Sanogo, pour compter du 13-8-62.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1963

Pour le grade d'infirmier spécialiste 1^{er} échelon

MM. Mamadou Sanon, pour compter du 1-10-63; Fassériba Konaté, pour compter du 1-10-63.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1964

Pour le grade d'infirmier principal 1^{er} échelon

MM. Damassa dit Moussa Coulibaly, p. compter 1-1-64; Fousseyni Diarra, pour compter du 1-1-64; Poudiourou Ambogou, pour compter du 1-1-64; Kalifa Kéita, pour compter du 1-1-64; Toumani Daouda Sidibé, pour compter du 1-1-64.

Pour le grade d'infirmier spécialiste principal 1^{er} échelon

- MM. Mamadou Diarra, pour compter du 1-3-64;
 Moussa Coulibaly, pour compter du 1-3-64;
 Abdoulaye Lamine Traoré, pour compter du 1-3-64.

Pour le grade d'infirmier spécialiste 1^{er} échelon

- MM. Mamadou Traoré n° 1, pour compter du 1-1-64;
 Abdramane Guindo, pour compter du 6-7-64;
 Mamadou Traoré n° 2, pour compter du 1-12-64;
 Amadou Kanté, pour compter du 1-1-64;
 Bakary Boré, pour compter du 1-1-64;
 Moussa Bathily, pour compter du 1-1-64;
 Domo Telly, pour compter du 1-1-64;
 Diatta Magassa, pour compter du 1-1-64;
 Demba Dembélé, pour compter du 6-7-64.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1965

Pour le grade d'infirmier principal de classe exceptionnelle

- MM. Issa Habibou Diabaté, pour compter du 1-7-65;
 Gaoussou Traoré, pour compter du 1-7-65;
 Balla Niambélé, pour compter du 1-1-65.

Pour le grade d'infirmier spécialiste 1^{er} échelon

- M. Adama Dagnoko, pour compter du 1-2-65.

Sont inscrits au tableau d'avancement, au titre des années ci-après, les agents techniques du Service des Grandes Endémies dont les noms suivent :

AU TITRE DE L'ANNÉE 1963

Pour le grade d'agent technique de Santé de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- MM. Baga Samaké, pour compter du 1-1-63;
 Jean-Pierre Ouédraogo, pour compter du 1-1-63.

AU TITRE DE L'ANNÉE 1964

Pour le grade d'agent technique de Santé de 1^{re} classe 1^{er} échelon

- M. Amadou Dolo, pour compter du 1-6-64.

L'arrêté n° 141 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-T du 11 février 1965 portant suspension de la solde de M. Békaye Traoré, infirmier adjoint 3^e échelon de Santé, précédemment en service à l'hôpital du Point G, est abrogé à compter du 1^{er} juillet 1965.

M. Abdou Alkaïdi Touré, infirmier adjoint 2^e échelon, en service à l'Assistance médicale de Gao, est suspendu de ses fonctions sans solde, en vue de sa traduction devant un conseil de discipline.

Pendant la durée de sa suspension, M. Abdou Alkaïdi Touré conservera éventuellement le bénéfice de la totalité des prestations familiales.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de notification à l'intéressé.

20 septembre 1965. — La sanction disciplinaire de l'exclusion temporaire de fonction de 3 mois, à compter du 9 juillet 1965, date de la réunion du conseil de discipline, est infligée à M. Demba Diabira, commis d'Administration municipale adjoint 4^e échelon, précédemment en service à la mairie de Bamako.

M. Demba Diabira est rappelé à l'activité et intégré par équivalence de grade dans l'Administration générale.

Il conserve l'ancienneté civile acquise dans son corps d'origine.

M. Diabira est mis à la disposition du Gouverneur de la région de Bamako pour compter du 9 octobre 1965.

M. Boubackar Sangaré, moniteur adjoint du cadre secondaire de l'Enseignement, est intégré dans le cadre local des Commis d'Administration en qualité de commis adjoint 2^e échelon.

M. Boubackar Sangaré reste maintenu à la disposition du Ministre de l'Education nationale pour servir au Bureau du Personnel.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} juillet 1965.

Les agents dont les noms suivent, qui ont satisfait aux épreuves de l'examen de sortie de la formation professionnelle accélérée, sont nommés en qualité de :

CORPS SUPÉRIEUR

Surveillant stagiaire des Travaux publics

- MM. Sory Diakité;
 Saharou Sylla;
 Issa Doucouré;
 Jean Coulibaly;
 Bengaly Diakité;
 Sidiki Diarra;
 Aliou Kanouté;
 Mamadou Camara.

CORPS LOCAL

Chef d'équipe adjoint 2^e échelon

- MM. Djigui Diakité;
 Ousmane Diakité;
 Koly Sissoko;
 Lassiné Téréta;
 Yacouba Touré;
 Mamadou Traoré.

Aide dessinateur adjoint 2^e échelon

- M. Abdoulaye Sissoko.

Opérateur adjoint 2^e échelon

- M. Zoumana Camara.

Les intéressés sont mis à la disposition du Ministère des Travaux publics, des Communications et de l'Energie à Bamako, pour être affectés aux divers Services et Sociétés d'Etat qui en relèvent, à l'exception de MM. Saharou Sylla et Sidiki Diarra, qui relèvent du Ministère du Développement et y restent maintenus.

Le présent arrêté prendra effet, du point de vue ancienneté, pour compter du 1^{er} mai 1965, date d'admission des intéressés et du point de vue solde, pour compter du 1^{er} juillet 1965.

Les candidats dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours direct pour le recrutement d'inspecteurs de Police stagiaires, institué par l'arrêté n° 525 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5 du 1^{er} juin 1965 :

Centre unique de Bamako

- MM. Aly Kanakomo;
 Youssouf Sylla.

Sont déclarés définitivement admis au concours professionnel de recrutement d'inspecteurs de Police stagiaires, institué par l'arrêté n° 524 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-5 du 1^{er} juin 1965, les agents dont les noms suivent par ordre de mérite :

Centre de Bamako

1. Badara Touré;
2. Ben Hamoud Hamoudi;
3. Fakoro Koné;
4. Bouragué Sidibé;
5. Tapsoba Noaga;
6. Sogné Traoré;
7. Sidiki Berthé;
8. Abdoulaye Bâ.

Centre de Kayes

9. Sékou Maréna.

Centre de Bamako

10. Modibo Coulibaly.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 716 S.E.F.P.T.-D.F.P.P.-3 du 9 août 1965 portant intégration par changement de corps de M. Mama Oumar Samassékou.

Au lieu de :

M. Mama Oumar Samassékou, infirmier vétérinaire adjoint 3^e échelon, en service au Ministère du Développement, est, pour raison de santé, intégré par changement de corps dans l'Administration générale.

M. Mama Oumar Samassékou est nommé commis d'Administration adjoint 3^e échelon et reste maintenu au Ministère du Développement. Il conserve l'ancienneté civile acquise dans son corps d'origine.

Lire :

M. Mama Oumar Samassékou, infirmier vétérinaire adjoint 4^e échelon, en service au Ministère du Développement, est, pour raison de santé, intégré par changement de corps dans l'Administration générale.

M. Mama Oumar Samassékou est nommé commis d'Administration adjoint 4^e échelon et reste maintenu au Ministère du Développement.

Il conserve l'ancienneté civile acquise dans son corps d'origine.

(Le reste sans changement.)

Gouverneur de région de Kayes

Par décisions en date des :

10 septembre 1965. — M. Mansah Bagayoko, infirmier-vétérinaire stagiaire, nouvellement affecté dans la région, est mis à la disposition du M. le Chef de Secteur d'Élevage de Bafoulabé.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de prise de service ou de mise en route de l'intéressé.

13 septembre 1965. — M. Seydina Oumar Bâ, dactylographe 5^e catégorie de la Convention collective Fédérale du Commerce, en service à l'Inspection de l'Enseignement fondamental de Kayes, est nommé billeteur de l'Enseignement, en remplacement de M. Djibril Macalou, comptable titulaire d'un congé de quarante-deux (42) jours.

Il percevra à ce titre l'indemnité de responsabilité prévue par la réglementation en vigueur.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} septembre 1965.

Gouverneur de région de Bamako

409 c.g. — Par arrêté en date du 7 septembre 1965, sont créés dans les secteurs suivants de la ville de Bamako des centres secondaires d'état civil (section mariage) :

- 1^o Badalabougou (ressort territorial Torokorobougou et quartier Mali);
- 2^o Bagadadji (ressort territorial Quinzambougou);
- 3^o Bamako-Coura (ressort territorial Djicoroni);
- 4^o Bozola;
- 5^o Darsalam;
- 6^o Dravéla;
- 7^o Hamdallaye (ressort territorial Lafiabougou);
- 8^o Médina-Coura;
- 9^o Missira (ressort territorial Méking-Sicoro, Banconi et N'Gomi);
- 10^o Niaréla;
- 11^o N'Tomikorobougou;
- 12^o Ouolofobougou (deux centres secondaires).

Les ressortissants étrangers, les habitants du centre de la ville et ceux qui en feront la demande expresse pourront s'adresser à la mairie pour la célébration de leur mariage.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de signature.

Gouverneur de région de Ségou

164 G.R.S.-CAB. — Par décision en date du 16 septembre 1965, sont approuvées les délibérations n^{os} 1 et 2 C.M.E. du 24 août 1965 du conseil municipal de San, portant approbation du budget primitif, exercice 1965-1966, de la commune de San, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quinze millions neuf cent quatre-vingt-deux mille cinq cent trente-cinq (15.982.535) francs.

Gouverneur de région de Mopti

481 G.M. — Par décision en date du 11 septembre 1965, le hameau de culture indiqué ci-après, situé dans le cercle de Niafunké, est érigé en village autonome :

Dagodji 134 habitants

Gouverneur de région de Gao

121 R.G.-P.E. — Par décision en date du 10 septembre 1965, est approuvée la constitution de la coopérative de consommation du quartier Sagaria Bourem ville, ayant son siège à Bourem ville.

122 R.G.-P.E. — Par décision en date du 10 septembre 1965, est approuvée la constitution de la coopérative de consommation du quartier Diambourou Bourem ville, ayant son siège à Bourem ville.

123 R.G.-P.E. — Par décision en date du 10 septembre 1965, est approuvée la constitution de la coopérative de consommation du quartier Foghas Bourem ville, ayant son siège à Bourem ville.

125 R.G.-P.E. — Par décision en date du 10 septembre 1965, est approuvée la constitution de la coopérative agricole des exploitants du périmètre aménagé de Diré, ayant son siège à Diré ville.

132 R.G.-S.F. — Par décision en date du 17 septembre 1965, sont approuvées les délibérations n^{os} 1 M.G. et 2 M.G. en date du 14 septembre 1964 du conseil municipal de Gao, relatives à la dénomination :

- a) du camp militaire de Gao (8^e C.G.A.), formé par l'ex-base aérienne : *Camp Fihroun Ag Alinsah*;
- b) de la rue du 3^e quartier orienté d'est en ouest, prenant naissance à l'avenue des Askias, traversant la rue Youssouf Diop et aboutissant au fleuve : *Rue Adjudant Tiéborio Mahamane*.

133 R.G.-CAB.-S.F. — Par décision en date du 17 septembre 1965, sont approuvées, avec pour effet à compter du 1^{er} octobre 1965, les délibérations n^{os} 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du 14 septembre 1965 du conseil municipal de Gao, relatives à la création au profit de cette commune, les taxes suivantes aux taux ainsi fixés :

- 1^o taxe de sortie des véhicules, par véhicule : 1.000 francs;
- 2^o taxe sur les droits d'entrée au stade : 15 % des recettes brutes réalisées au cours des manifestations;
- 3^o taxe de fourrière et par jour, véhicule automobile 1.000 francs et engins à deux roues 500 francs;
- 4^o taxe sur les stations des pompes à essence (par pompe et par mois), 1.500 francs;
- 5^o participation des parents d'élèves au fonctionnement des jardins d'enfants (par mois et par enfant), 300 francs;
- 6^o location des chaises (par chaise), 10 francs;
- 7^o taxe sur les moulins (par mois), 1.500 francs;
- 8^o taxe exploitation des carrières (par mois), 3.000 francs;
- 9^o taxe délivrance autorisation de tam-tam, 500 francs.

134 R.G.-S.F. — Par décision en date du 17 septembre 1965, sont approuvées, prenant effet pour compter du 1^{er} octobre 1965, les délibérations n^{os} 12, 13, 14, 15 et 16 septembre 1965 du conseil municipal de Gao, modifiant les délibérations n^{os} 4, 7, 6, 8, 2 et 5 du 3 décembre 1965 du même conseil municipal avec fixation des nouveaux taux des taxes ci-dessous énumérées :

- 1^o taxe sur les spectacles, 15 % du montant de la recette brute effectuée;
- 2^o taxe sur les bicyclettes, 500 francs par an;
- 3^o un droit de 100 francs non compris frais timbres et de liquidation à chaque expédition d'acte civil;
- 4^o délivrance permis définitif d'occuper terrains urbains : 2.000 francs;
- 5^o taux forfaitaire mutation : 1.000 francs;
- 6^o charge expédition actes administratifs et légalisation signature ou empreinte digitale : 100 francs.

135 R.G.-S.F. — Par décision en date du 17 septembre 1965, sont approuvés les budgets de la commune de Tombouctou, pour les périodes allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1964 et du 1^{er} juillet 1964 au 30 juin 1965, arrêtés respectivement en recettes et en dépenses à :

1^o Budget transitoire : quatre millions sept cent soixante-cinq mille trois cent quatre-vingt quinze (4.765.395) francs;

2^o Exercice 1964-1965 : neuf millions cinq cent trente mille sept cent quatre-vingt-dix (9.530.790) francs.

136 R.G.-S.F. — Par décision en date du 17 septembre 1965, il est alloué aux élèves de l'école saisonnière de Bamba, une subvention définitive de francs maliens cent mille (100.000), à titre d'indemnité pour perte d'effets.

Cette dépense, imputable au budget régional de Gao, sera mandatée au nom de M. le Commandant de cercle de Bourem.

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers. aucune annonce à caractère commercial n'est acceptée

AVIS D'ENQUETE DE CONCESSION RURALE

Le Commandant du cercle de Bamako informe la population qu'il vient d'être saisi d'une demande de concession rurale en date du 8 mars 1965 de M. Ya Traoré, cultivateur à Bamako-Coura, Bamako.

Objet : plantation d'arbres fruitiers et champs de culture.
Situation du terrain : terrain sis au sud du village de Banankoro à 1 kilomètre environ, à l'est du village de Nianfala et en bordure de la route allant de Bamako à Bougouni, bordé au nord par la concession rurale de M. Jules Travélé, à l'ouest et au sud par des terrains vagues.

Superficie du terrain : 19 hectares 02 ares 32 centiares. L'enquête réglementaire sera effectuée sur le terrain objet de la demande de concession le 18 mai 1965 à 9 heures.

Le dossier de l'enquête est déposé dans les bureaux du cercle où le public peut en prendre connaissance tous les jours, de 7h. 30 à 12 heures et de 15 heures à 18 heures, les dimanches et jours fériés exceptés.

Les collectivités voisines et notamment celles qui seraient éventuellement titulaires de droits coutumiers sur le terrain, sont invités à y envoyer des représentants.

Bamako, le 12 avril 1965.

AVIS DE DEMANDE DE CONCESSION RURALE

Le Commandant du cercle de Bamako informe la population de N'Tonimba et de M'Piéboougou qu'il vient d'être saisi de la demande de concession rurale suivante :

1^o *Demandeur* : Archevêché de Bamako;

2^o *Objet* : champ de culture et plantation d'arbres fruitiers;

3^o *Situation du terrain* : sis au nord-ouest du village de N'Tonimba et à l'est du village de M'Piéboougou. Le dit terrain est limité à l'est par une colline latéritique, à l'ouest et au nord par des terrains vagues, au sud par le marigot non dénommé;

4^o *Superficie* : 21 hectares s'étendant du côté de M'Piéboougou, à une distance de 800 mètres environ dudit village.

L'enquête réglementaire sera effectuée sur le terrain objet de la demande le 21 juin 1965 à 9 heures. Les collectivités voisines et notamment celles qui seraient éventuellement titulaires de droits coutumiers sur le terrain, sont invitées à y envoyer des représentants.

Bamako, le 21 mai 1965.

P. le Commandant de cercle :
Le Premier Adjoint,
Faman COULIBALY.

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

127 k. 4. — Par décision en date du 10 septembre 1902, ont approuvé la constitution de la commission de la répartition des contributions de la commune de...

ANNONCES

Les annonces sont reçues au bureau de la presse de la République du Mali, à Bamako, sous le n° 1000.

LES DEPOTES DE CONSTRUCTION

Le Comité de la République du Mali a l'honneur de vous annoncer que les dépotes de construction sont ouvertes à Bamako, à partir du 10 octobre 1902.

Le Comité de la République du Mali a l'honneur de vous annoncer que les dépotes de construction sont ouvertes à Bamako, à partir du 10 octobre 1902.

Le Comité de la République du Mali a l'honneur de vous annoncer que les dépotes de construction sont ouvertes à Bamako, à partir du 10 octobre 1902.